

N° 588

Semaine

du 29 novembre

au 6 décembre 1972

PRIX : 1,50 F

informations ouvrières

L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES
Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

La bourgeoisie veut le blocage des salaires
Elle veut livrer l'école à l'église et aux patrons

pour lui faire échec, UNITÉ TOUT DE SUITE !

Le 9 décembre, de la nation à la république, avec toutes les organisations ouvrières

COUP D'ARRÊT au démantèlement de l'école laïque

l'enjeu

Les porte-parole du grand capital ne s'en cachent guère.

Pour eux, l'enjeu des luttes pour les salaires qui se déroulent actuellement, comme celui des élections législatives, est clairement défini : ce dont il s'agit, pour les capitalistes, c'est de la possibilité et de la nécessité d'imposer ce qu'ils appellent une « politique des revenus ». Il leur faut, en d'autres termes, limiter aussi strictement que possible les augmentations de salaires pour combattre, disent-ils, l'inflation.

Il y a, sur ce point, un accord parfait, de La Nation, qui mène campagne pour l'UDR, au Monde, dont le porte-feuille se situerait plutôt « à gauche » ; de l'Aurore, qui souhaite « victoire » aux réformateurs, à ceux qui se féliciteraient d'un succès des giscardiens ; de M. Pinay à M. Bloch-Lainé, PDG du Crédit Lyonnais.

Tous, et avec eux l'organe de la hiérarchie ecclésiastique, La Croix, prétendent que l'inflation n'a, en fait, qu'une seule cause : l'augmentation « inconsiderée » des salaires et les revenus considérablement en hausse des petits pay-sans.

Les travailleurs et les petites gens des villes et des campagnes savent, eux, que la hausse des prix est un phénomène mondial. L'inflation tire son origine des profits capitalistes, de la nature même du système capitaliste et des contradictions internes de l'impérialisme mondial dominé par les Etats-Unis, qui veulent chasser du marché mondial leurs rivaux moins puissants, français, allemands, japonais, anglais.

Les travailleurs savent que les capitalistes américains, anglais, français, japonais et autres, en concurrence féroce les uns contre les autres, veulent abaisser le niveau de vie, aggraver les conditions de travail des salariés américains, anglais, français ou japonais, pour maintenir, disent-ils, des prix « compétitifs ».

Le but du grand capital disposant de la propriété privée des moyens de production avec lesquels la force de travail est exploitée, est d'imposer un tour de vis aux masses laborieuses. Il en découle que les buts de la classe ouvrière et des organisations parlant en son nom doivent être d'unir le combat ouvrier contre le grand capital qui cherche à camoufler la défense de ses intérêts au nom de l'intérêt général de la lutte contre l'inflation.

Depuis des mois, de tous côtés, on discute et on suppute le prix à payer pour indemniser le petit nombre de grandes sociétés que le « programme commun de la gauche » envisage de nationaliser. Mais, deux questions doivent être posées : pourquoi, sur la liste des nationalisations, Rhône-Poulenc et pas Michelin, pourquoi Thomson et pas Peugeot ou Citroën, pourquoi Saint-Gobain et pas De Wendel ? Et surtout, pourquoi indemniser ces trusts ? Car il faudrait tout de même s'entendre ! Les grands capitalistes ont accumulé milliards et milliards sur l'exploitation des travailleurs, et il faudrait aujourd'hui leur payer encore de nouveaux milliards ?

Car enfin, de qui s'agit-il ? Le grand capital n'a rien d'anonyme.

Des statistiques les plus officielles, il ressort que 0,88 % du total des entreprises françaises, soit 14 494 entreprises, réalisent 61,3 % du chiffre d'affaires total des entreprises françaises qui sont au nombre de 1 650 000 environ.

N'est-ce pas clair ? Non seulement les 20 millions de travailleurs de France ne verraient aucun inconvénient à ce que soient expropriées ces 14 494 firmes qui réalisent chacune plus d'un milliard annuel de chiffre d'affaires, mais il coule de source que des centaines de milliers d'artisans, de paysans, de petits entrepreneurs auraient un égal intérêt à une telle opération qui les affranchirait du joug du grand capital financier et industriel qui les écrase.

Alors ? Alors il coule de source que l'union la plus large ne peut se réaliser que sur un programme qui inclurait la nationalisation sans indemnité ni rachat des grandes sociétés industrielles, commerciales et bancaires. Sur ce programme d'expropriation des trusts, l'union des ouvriers et des petites gens des villes et des campagnes, que rien n'oppose entre eux, pourrait être scellée. A partir de l'Union sur ce programme, le terrain de la lutte contre le capital se trouve déblayé.

Pour le moment présent, le combat par la grève jusqu'à satisfaction de toutes les revendications, prépare les élections où le peuple de France en votant classe contre classe, signifiera à tous que refusant la politique des revenus, il entend qu'un gouvernement prétendant parler en son nom s'engage à nationaliser sans indemnité ni rachat les grandes sociétés.

Tel est le seul chemin qui, en faisant droit aux aspirations des masses laborieuses, conduit au socialisme.

• 9 ET 10 DECEMBRE A PARIS :
POUR LE FRONT UNIQUE, POUR LE GOUVERNEMENT
OUVRIER, LES DELEGUES DES GROUPES POLITIQUES
SE CONSTITUERONT EN ASSISES NATIONALES

(p. 4 et 5)

• 10 DECEMBRE, A 20 H 30, A LA MUTUALITE,
RASSEMBLEMENT PARISIEN A L'APPEL DE L'AJS, AVEC
J.-P. SPELLER, CANDIDAT CONTRE KASPERET

(p. 6)



Le 21 septembre, les lycéens devant Jacques Decour.

LE MINISTRE FONTANET PROVOQUE ; lycéens, parents et enseignants ripostent

2 000 lycéens, enseignants et parents d'élèves se sont rassemblés à l'appel de la Coordination Lycéenne mardi, à 18 h 30, devant le Lycée Jacques Decour, en scandant :

- ... PAS DE SANCTIONS CONTRE WANDER !
- ... LES FASCISTES HORS DES LYCEES !
- ... ENSEIGNANTS LYCEENS AVEC WANDER !
- ... CATHOU-KASPERET MEME COMBAT !
- ... LE RECTORAT DOIT CEDER !

Jean-Louis Wander a pris la parole pour déclarer qu'il s'agissait là d'une première manifestation pour imposer sa réintégration.

Les prises de position se sont multipliées dans la journée. Plus de mille enseignants ont signé hier une lettre protestant contre la provocation ministérielle. La section académique du SNES et de nombreuses sections syndicales d'enseignants à tous les niveaux protestent contre cet acte arbitraire.

LE MONDE, rappelant que M. Prieur, auteur de la décision, est actuellement membre du cabinet de M. Messmer, s'étonne de l'appel formulé contre la décision du conseil de discipline.

La protestation s'amplifie. Les lycéens ne sont pas isolés.

• VIETNAM : LES NEGOCIATIONS SE POURSUIVENT,
LES B.52 SE DECHAINENT

(p. 2)

• LE CERES VU DE L'INTERIEUR DU PARTI SOCIALISTE
SOCIALISTE

(p. 7)

• JEAN KANAPA ET L'OPPOSITION COMMUNISTE
EN URSS

(p. 8)

Union
Bibliothèque de Communication
Général
CEDOC

LE COMBAT POUR informations ouvrières

Le chiffre de la vente militante d'Informations Ouvrières atteint pour le 586 et le 587 est encore en-deçà de ce qui est nécessaire pour reprendre sur des bases saines, c'est-à-dire en assurant intégralement l'autofinancement du journal, la publication d'I.O. sur douze pages. Mais la progression enregistrée démontre que ce résultat est désormais à notre portée dans les prochaines semaines.

Indépendamment des problèmes liés à la régularité de la diffusion de secteur à secteur et de numéro à numéro que nous avons soulevés à plusieurs reprises dans cette rubrique, les militants doivent prendre conscience des très larges possibilités ouvertes par la constitution de groupes politiques dans les entreprises et les localités pour la préparation des Assises nationales pour le Front unique ouvrier.

Possibilités, d'abord, pour la progression de la diffusion : des centaines de militants peuvent et doivent être convaincus de prendre l'engagement de diffuser qui un, qui deux ou trois exemplaires autour de soi, chaque semaine, dans l'atelier, dans l'école, dans le lycée ou le bureau. Pour autant, bien sûr, que la discussion politique soit menée jusqu'à son terme : l'organisation, dont l'outil est plus que jamais le journal.

Possibilités également quant à l'amélioration de la rédaction : de partout, de Paris et de province, doivent parvenir à la rédaction les informations, échos, lettres, critiques, articles de polémique ou de discussion qui feront d'I.O. la tribune libre des militants qui se rassemblent pour la grande tâche de la construction du parti ouvrier révolutionnaire dans ce pays.

En même temps que nous allons reconquérir par le travail militant méthodique et organisé I.O. sur douze pages, il nous faut faire un pas en avant important dans ce domaine.

nixon exige que le peuple vietnamien capitule

Des dizaines de milliers de travailleurs et de petites gens du Sud rattrapés par l'administration Thieu, des rumeurs sinistres d'exécutions sommaires d'opposants ou supposés tels dans les prisons et les camps du régime, les raids de B-52 les plus massifs et les plus destructeurs sur le Nord depuis le début de la guerre : Nixon prépare sa paix.

Selon le correspondant de « Valeurs Actuelles », « la force Bê, le cadre anti-guerrilla est en place. Des « comités de combat » (pour la période succédant au cessez-le-feu) se forment un peu partout. Lorsque devra intervenir la démobilisation partielle de l'armée, un service civique pourrait offrir cinq cent mille emplois aux soldats démobilisés. Préoccupation unique de Saigon : l'ordre public et la police ».

Nixon prend son temps. Sûr de lui, et de la collaboration complaisante de Brejnev et Mao, il attend pour signer « le moment convenable ». Chaque jour, 1 500 tonnes de matériel militaire US sont livrées à Saigon.

Nixon a les mains libres. Il veut mettre les masses à genoux au Sud. Et au Nord, en utilisant judicieusement le programme de « reconstruction », ce sont les fondements de l'Etat ouvrier et de l'économie planifiée qu'il veut ébranler.

Par tous les moyens. Le journaliste cité plus haut estime que « les Nord-Vietnamiens et le Vietcong n'ont plus désormais au Sud qu'un problème. Angoissant : comment éviter le « coup de l'Indonésie », une gigantesque chasse aux communistes ? C'est ce qu'ils demanderont à la commission de contrôle du cessez-le-feu. Laquelle serait composée de représentants du Canada, de la Hongrie, de la Pologne. Et de l'Indonésie, dont le président, M. Suharto, a rencontré mercredi M. Kissinger ».

Le Monde publiait vendredi une information de « bonne source » concernant la tentative de coup d'Etat militaire d'un millier de soldats nord-vietnamiens contre une partie de la direction du FNL, au Sud, jugée trop conciliante par toute une fraction de l'appareil du parti et de l'Etat au Nord, ainsi que par une aile du Parti communiste du Sud-Vietnam.

Il est certain que le déclenchement de la contre-révolution contre le peuple vietnamien, au Nord comme au Sud, doit aboutir à des déchirements au sein de l'appareil politico-militaire de la résistance. Il semble que les éléments les plus conscients des dangers de la négociation dans les conditions décidées par Nixon aient été éliminés. Mais le problème reste toujours posé : la politique de coexistence pacifique ne peut aboutir qu'à la destruction du potentiel de résistance des masses. C'est cela que recherche l'impérialisme US et c'est pourquoi la clé de la paix au Vietnam se trouve à Washington, à Paris, à Londres, dans les centres de l'impérialisme où la lutte de classe du prolétariat est le seul soutien du combat désespéré que mènent les ouvriers et paysans du Vietnam livrés pieds et poings liés à l'impérialisme par les bureaucraties de Moscou et de Pékin.

helsinki :

quelle sécurité en europe ?

Ce n'est pas, tant s'en faut, le fait du hasard, si plusieurs participants du colloque organisé par le Parti Socialiste samedi et dimanche dernier sur la Tchécoslovaquie (dont on lira le compte rendu en page 8) ont senti le besoin de s'interroger sur la nature et les buts de la conférence européenne de Sécurité pour la préparation de laquelle les diplomates de trente-deux pays européens, flanqués des représentants des USA et du Canada sont actuellement réunis à Helsinki.

Et dans quels termes contradictoires !

Tandis que l'écrivain tchécoslovaque Josef Pokstefl affirmait la vérité, à savoir que « la conférence européenne de Sécurité a pour but d'étouffer les forces de l'opposition socialiste », Mitterrand déclarait au contraire que c'est à cette conférence qu'il reviendrait de négocier le retrait des troupes soviétiques hors de Tchécoslovaquie.

Mais que peut-on attendre d'une négociation qui réunit autour du même tapis vert les représentants des régimes fascistes d'Espagne, de Grèce et du Portugal, ceux des grands impérialismes occidentaux et ceux des bureaucraties de Moscou, de Prague, de Budapest, etc., dans le but avoué de normaliser politiquement le continent et de consolider l'ordre social qui permet à Pompidou, Heath, Franco... de conserver leur pouvoir ?

Car telle est la signification profonde de la « sécurité européenne » que les bourgeoisies, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites tentent d'opposer au front du prolétariat dont le combat ne peut aboutir que dans la perspective des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

A Helsinki, la semaine dernière, a été discuté par tous les ambassadeurs de l'Europe et des USA l'ordre du jour de la future conférence. Le Monde rapporte : « Les Soviétiques et leurs alliés vont recommander un ordre du jour très concis, qui se bornera à énoncer les trois points qu'auront à discuter les ministres au cours de la prochaine conférence européenne : 1. la sécurité, essentiellement dans ses implications politiques ; 2. la coopération économique et culturelle ; 3. la création d'un organisme permanent ».

Ainsi la bureaucratie du Kremlin, dont le pouvoir est menacé par la montée de la révolution politique, entend-elle accorder ses plans anti-ouvriers avec ceux de chacune des bureaucraties d'Europe.

C'est la Conférence de la contre-révolution qui s'organise à Helsinki. Mais les lois de l'histoire sont plus fortes que la Sainte Alliance de la bureaucratie et de la bourgeoisie. La classe ouvrière, en Europe, ne se laissera pas normaliser.

après les élections

IL VA falloir compter AVEC LA CLASSE OUVRIÈRE ALLEMANDE

A propos des récentes élections dans la République Fédérale Allemande, il est un point sur lequel la plupart des commentateurs se retrouvent d'accord — car les faits l'imposent comme évident. C'est le caractère ouvrier du vote massif en faveur du SPD. S'exprimant sur le terrain des élections, la majorité de la population travailleuse, a voté contre le parti du capitalisme, la CDU.

Il n'est qu'une exception, c'est dans son éditorial du 20 novembre, l'Humanité, le quotidien du PCF, signé d'Yves Moreau et intitulé « Priorité à la détente », il est en effet écrit : « Il n'empêche que bien des gens, en votant hier CDU-CSU ont exprimé leur mécontentement de la situation économique et sociale. Ainsi joue le bipartisme en Allemagne de l'Ouest comme en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis : c'est celui des deux grands partis qui s'est trouvé pour un temps, écarté du pouvoir, qui recueille la plupart des voix de ceux qui sont insatisfaits, même si, en fait, il ne propose nullement de véritables remèdes ».

UNE CALOMNIE CONTRE LES TRAVAILLEURS ALLEMANDS

Ainsi, à en croire Yves Moreau, ce seraient les victimes du capitalisme l'opulente, bien évidemment, le régime

manité, quant à elle, met en valeur ce qui est essentiel pour la politique de la direction du PCF ; elle essaye de masquer la portée réelle de ce qui s'est passé en RFA et de nier toute conscience politique aux travailleurs allemands.

DE QUOI ONT-ILS PEUR ?

Dans ce même article de France-Nouvelle, il était souligné que ce qui « reste éminemment positif » c'étaient les négociations d'Etat à Etat entre la RFA et la RDA bien qu'il soit en même temps reproché à Brandt de parler de « deux Etats en Allemagne qui devraient établir entre eux des relations particulières, du droit à l'auto-détermination des Allemands de RDA (ce qui est une manière de s'ingérer dans les affaires de ce pays) ».

La position du PCF — qui est celle de l'appareil international du Kremlin — est claire : le seul reproche fait à Brandt c'est qu'il ne proclame pas qu'il existe de façon définitive deux Allemagne. Qu'il y ait deux « Etats » ne suffit pas à contenter ceux qui sont les partisans les plus acharnés du maintien de la division de la nation allemande donc de la classe ouvrière allemande. Pourquoi ?

Ce qui se passe en RDA fournit un début de réponse.

D'après le Herald Tribune du 20 novembre, les observateurs occidentaux constatent que les dirigeants est-allemands sont profondément préoccupés par l'attraction constituée par la politique social-démocrate de l'Allemagne de l'Ouest sous la direction du chancelier Brandt.

Une déclaration du Comité central du parti est-allemand vient d'être publiée pour dénoncer « la social-démocratie comme n'étant rien d'autre qu'une forme malfaisante de l'impérialisme » et appelant à la « vigilance la plus rigoureuse du parti ».

Cette déclaration s'est pratiquement traduite par un décret qui interdit aux officiels de l'Allemagne de l'Est de recevoir chez eux des parents venus d'Allemagne de l'Ouest et qui pourraient maintenant leur rendre visite du fait des dispositions prévues par le « traité fondamental ».

Ce dont les bureaucraties de l'Allemagne de l'Est ont peur, ce n'est pas du réformisme de W. Brandt, c'est de la volonté d'unité des travailleurs allemands qui s'exprime aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest.

DES ELECTEURS EMBARRASSANTS

D'ailleurs, la bureaucratie dirigeante du parti social-démocrate a elle aussi ses problèmes. La revue américaine Time du 27 novembre rapporte les faits suivants :

« Il se peut que l'aspect le plus marquant de la campagne soit l'émergence de Wahlerinitiativen (littéralement « initiatives des électeurs ») libres de tout attachement particulier et en dehors du cadre d'organisation régulier du parti. Rompant avec une vieille tradition qui veut laisser la politique aux politiciens, des dizaines de milliers d'électeurs consacrent leur temps et leurs ressources à la campagne électorale... »

« Les organisations officielles des partis furent clairement surprises par ce rapide développement de groupes d'électeurs et les reçurent avec diverses marques de gratitude et de scepticisme. »

« Le ministre de l'Economie et des Finances, Helmut Schmidt, remarqua que « des campagnes au compte de la social-démocratie par des citoyens extérieurs au parti » pourraient conduire à des malentendus. Plusieurs « groupes d'électeurs » sociaux-démocrates ont annoncé leur intention de devenir des collaborateurs critiques du parti... »



Décembre 1971 : manifestation de 35 000 métallos de Bade-Wurtemberg.

Brandt a respecté l'Etat bourgeois et le cadre de la propriété privée) qui auraient voté pour le parti de la réaction cléricale et anti-ouvrière. Les élections allemandes se seraient déroulées en dehors de la lutte des classes.

Pourtant, dans l'hebdomadaire du PCF, France-Nouvelle, on pouvait lire le 16 novembre un article intitulé « Elections en RFA. — Quel est l'enjeu ? » où il était notamment souligné que :

« Les syndicats et les forces démocratiques ont pu déployer sous son administration (l'administration Brandt) une activité jusqu'alors jamais atteinte, multipliant les réunions, les manifestations, les actions de toutes sortes et, du côté syndical, facilitant les mouvements de lutte contre le patronat. »

« De ce point de vue, un éventuel retour au pouvoir de la CDU est considéré par les forces démocratiques ouest-allemandes en plein renouveau comme une véritable catastrophe, et ceci bien qu'elles aient mesuré (à leurs dépens) les limites du libéralisme de W. Brandt. »

France-Nouvelle admet donc que les travailleurs — qui n'avaient pourtant pas de raisons d'être « satisfaits » — avaient des motifs de classe de voter pour la social-démocratie. Mais il est vrai qu'il s'agit là d'un article « d'explication » écrit par un correspondant ouest-allemand. L'Hu-

LES ABSTENTIONNISTES PRO-STALINIENS DE L'« INTERNATIONALE » PABLISTE

« Il n'y a sans doute pas de solution de rechange au niveau des élections puisque le Parti Communiste (DKP) qui présente des candidats dans presque toutes les circonscriptions, le fait sans conviction, sans programme combatif et semble en fait appeler à voter pour la social-démocratie. Aussi les camarades du GIM (section allemande de la IV^e Internationale) et de la RJK (Jeunesse Communiste Révolutionnaire) n'ont-ils pas, au cours de cette campagne, donné de consignes de vote. »

Biblioteca de Comunicação
Hemibrotica General
CEDOC

Avec l'UNEF, 2000 étudiants ont répondu à l'appel des travailleurs de Vigo

C'est dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne que l'UNEF a tenu, lundi 27 novembre, le meeting de solidarité avec le combat des étudiants et des travailleurs d'Espagne. Deux mille étudiants et jeunes s'y pressaient.

Ce meeting était initialement prévu avec la participation des Commissions ouvrières d'Espagne. Mais, prenant prétexte d'un grossière provocation montée contre l'UNEF, les représentants des Commissions ouvrières décidaient de se retirer en reconnaissant néanmoins que l'UNEF avait respecté ses engagements. Les artisans de cette rupture sont ceux qui normalisent à Prague et ont intérêt à la division. L'UNEF a maintenu sa décision, démontrant ainsi ses capacités de mobilisation et sa représentativité.

Sous l'immense banderole de la tribune qui proclamait « Unité contre Franco », prirent place le représentant de l'Union générale des Travailleurs espagnols de la région parisienne et Michel Sérac, président de l'UNEF. Le meeting était placé sous la présidence de Renaud Ritzenthaler, militant de l'UNEF sauvagement agressé par les fascistes émules de Franco à la Faculté d'Assas le 19 octobre.

Meeting d'unité ouvrière et étudiante placé sous le signe de l'internationalisme agissant, ses milliers de participants ont ainsi répondu à l'appel lancé par les travailleurs de Vigo au mois de septembre, au moment même où 20 000 ouvriers affrontaient dans les rues la police fasciste de Franco.

L'unité s'est affirmée : témoins les messages de solidarité avec le combat des travailleurs et de la jeunesse d'Espagne adressés au meeting, de la part de l'UNEM (Rabat), de l'Union des Etudiants Turcs en France, de la FEANF, de l'Union des Etudiants Juifs de France, de militants portugais de toutes tendances, d'André Bergeron, au nom de la CGT-Force Ouvrière.

Comme devait l'expliquer Michel Sérac : « Ce meeting est une première réponse à l'appel des travailleurs de Vigo et d'Espagne. Mais les étudiants n'y suffiront pas, il faut beaucoup plus, il faut rassembler contre la répression la force de la classe ouvrière française et internationale. » L'orateur montra quelle était la responsabilité particulière des militants français dans le combat pour mettre

à bas le franquisme. « Il s'agit de réunir en France les conditions permettant de dresser, d'une façon plus puissante encore qu'au moment du procès de Burgos, la force de millions de travailleurs et de jeunes. » Et le président de l'UNEF d'affirmer avec force : « Pas une voix ne peut s'élever contre ce combat ni poser des conditions au devoir internationaliste. Lorsque s'abat la répression, il est du devoir de tous les militants, dans le respect des tendances, de faire front dans l'unité. »

« Sachons mesurer les conséquences tragiques de la division », conclut l'orateur qui posa la question : « Qui tire profit de la provocation qui a eu lieu contre ce meeting ? Certainement pas les dirigeants des Commissions ouvrières traitées aujourd'hui à Madrid devant les tribunaux fascistes, ni les étudiants, ni les travailleurs assassinés en Espagne. »

Le représentant de l'UGT de la région parisienne, l'une des plus anciennes centrales syndicales d'Espagne, affirma que « ce mouvement de solidarité de l'UNEF n'est pas spontané mais aboutira à un combat permanent. En ce sens, ce qui n'a pas pu être réalisé aujourd'hui le sera demain ». L'orateur montra l'immense mouvement de lutte qui rassemble aujourd'hui la classe ouvrière espagnole et la jeunesse contre le fascisme et qui se développe, en dépit de la terrible répression qui frappe tous les militants. Citant une lettre des militants de l'UGT de Vigo relatant comment, en dépit des crimes commis contre les travailleurs, ceux-ci ne cessent pas le combat pour la liberté, il conclut : « L'UGT soutient cette lutte pour l'union de la classe ouvrière ».

Par acclamation, la salle tout entière adopta la résolution présentée par le camarade Sérac qui « mandate le BN de l'UNEF pour prendre toute disposition afin d'organiser le soutien effectif aux combattants espagnols que seule peut réaliser en France l'unité la plus large ». Le meeting se déclara « prêt à combattre toute mesure qui frapperait les réfugiés espagnols en France », affirma sa solidarité avec le « combat engagé en France pour le rétablissement des libertés démocratiques à la Faculté d'Assas » et conclut : « Ce combat pour la plus large solidarité internationale est celui de tous ».

L'U.D.R. a fait son temps, la bourgeoisie en quête d'une majorité

Nous l'avions relevé la semaine dernière : une hâte fébrile s'est emparée des cercles dirigeants de la bourgeoisie.

On sait maintenant que l'indice officiel des prix a augmenté en octobre au rythme sans précédent de 0,9 %, après avoir déjà bondi de 0,7 % en septembre. Tout indique que novembre sera pire encore. Sur l'année, ces chiffres signifient que les prix montent au rythme de plus de 11 %.

Que faire, comment faire ? Tandis que Pompidou consulte Pinay pour la troisième fois, les principaux responsables du grand capital s'interrogent. Certes, il n'y a pour eux aucun doute : les salariés et les petites gens des villes et des campagnes doivent être tenus pour responsables. « Le rythme de hausse des salaires se situe toujours aux alentours de 12 % et dépasse largement les possibilités de compensation découlant des progrès de productivité », déclare Ambroise Roux, PDG de la Compagnie Générale d'Electricité et vice-président du CNPF. Et J. Bidegain, délégué général d'Entreprise et Progrès, ajoute : « La politique agricole communautaire a eu pour objectif de majorer les revenus de tous les agriculteurs en majorant les prix de la production agricole... » (Les Echos, 24-11-1972).

Ainsi, c'est l'ouvrier, c'est le paysan qui sont responsables.



Il faut donc bloquer les salaires. Mais aucun porte-parole du capital n'est prêt à prendre la responsabilité de recommander une telle mesure dont chacun sait qu'elle dresserait immédiatement des millions de salariés et de petites gens contre le régime.

C'est pourquoi Giscard d'Estaing, consulté par Pompidou, s'empresse de claronner que le gouvernement n'a nullement l'intention d'en venir au blocage des salaires et des prix. C'est du moins la version officielle. Mais, commentent Les Echos (28 novembre), « il n'y a pas de doute que les événements vont se précipiter... En effet, la persistance et l'accentuation des phénomènes d'inflation augmenteraient sérieusement les risques. Risque social de relance des revendications, notamment de la part des catégories de salariés désavantagés par l'évolution économique. Risque politique : lorsque les prix battent trop la campagne, ils peuvent finir par perturber la campagne électorale ».

Il va donc falloir, en dépit de tout, se résoudre à agir.

Mais, note J. Plassard, directeur général de Rexco, un blocage éventuel ne saurait suffire. C'est toute une réorientation politique qui s'impose dans tous les domaines, pour que la mesure technique de blocage produise un quelconque effet. Il faudra notamment, dit Plassard, « que les dépenses collectives cessent de monter plus que la production. Cela peut faire crier, mais la lutte contre l'inflation n'est pas une plaisanterie. Il faut aussi restreindre la distribution des crédits, ce qui gêne tout le monde. Et, en Europe aujourd'hui, cela nécessite le contrôle des changes. Evidemment, ajoute Plassard, il peut en résulter quelques faillites et quelques licenciements collectifs. On veut ou on ne veut pas, mais on n'a rien sans rien... Le médecin ne peut que constater le besoin d'une opération chirurgicale. Elle n'a rien d'effrayant et sera même plus douloureuse que ne l'est aujourd'hui la maladie. Mais elle procurera la santé. La sagesse sera de passer sur le billard le plus tôt possible. Mais le malade hésite, alors son mal empire. Il finira bien par se résigner. Il lui

faudra un traitement minimum de douze mois, mais peut-être de dix-huit... »

En fait, ce que décrit Plassard, c'est le programme de gouvernement que le grand capital espère voir sortir des urnes. Un gouvernement qui sera en condition de prendre des mesures autoritaires qui, jusqu'à présent, note M. Bloch-Lainé, PDG du Crédit Lyonnais, « ont fait fiasco ». Un gouvernement qui rassemblera toutes ses forces contre la classe ouvrière et ses organisations.

Est-il concevable qu'un tel gouvernement puisse être bâti autour de l'UDR ? Le grand capital n'y croit plus. « Tout craque », constate l'hebdomadaire Valeurs Actuelles, proche de Pinay. Tout craque et plus tôt qu'il n'avait été prévu. Le Figaro dissimule à peine son exaspération devant l'incapacité du régime à faire face et à préparer les lendemains : « Si des actes comme ceux de Christian Fouchet ou de M. Jeanneney posent aux gaullistes un problème, ils ont également une signification plus générale. Car la critique porte sur l'exercice et la pratique du pouvoir sous la cinquième République... »

Alain Guérin, dans l'Aurore, quotidien du trust Boussac, va plus loin encore : « Ou l'UDR, dans la prochaine Assemblée, fera toujours le nombre et la loi, l'UDR, avec ses médiocrités, ses scandales, son désarroi depuis qu'elle a droit à l'autodétermination, et on n'imagine pas du tout comment la France sortira des difficultés léguées par l'UDR. Ou bien la chance reviendra de voir les affaires confiées à une majorité plus ouverte... »

Plus ouverte vers qui ? Réformateurs de Lecanuet et Servan-Schreiber, indépendants tendance Pinay ? On ne sait trop.

Car l'opération est, en tout état de cause, bien dangereuse. Les bourgeois n'ont pas, en effet, oublié la cuisante leçon du référendum sur l'Europe imaginé par Pompidou. Loin de dessiner les contours d'une « nouvelle majorité », il a donné l'occasion aux plus larges masses de travailleurs et de petites gens d'infirmer une défaite au régime. Il ne faut pas oublier, écrit Valeurs Actuelles, que « les chiffres démontrent que les prochaines élections porteront sur un déplacement de 4 % des voix. Le succès d'un Front populaire n'est pas à exclure. Le résultat se jouera sur les masses marginales ». Dès lors, le problème des dirigeants bourgeois est de déterminer qui sera le mieux en mesure de faire face aux candidats ouvriers.

Valeurs Actuelles, qui prépare le ralliement de Pinay à la majorité, par giscardiens interposés, estime que « la naissance du mouvement réformateur n'a pas suffi à diminuer les chances de la coalition socialo-communiste. Servan-Schreiber se retrouve pratiquement seul au rendez-vous de M. Lecanuet. L'électorat radical ne l'a pas suivi... » Mais Lecanuet pense au contraire que « si, par malheur, la majorité gardait le pouvoir après les élections législatives, la montée de la gauche unit vers la présidence de la République serait inéluctable ». Selon Combat (25-11-1972), Lecanuet souhaite que « le recul de l'UDR permette aux réformateurs d'apporter après négociation leur soutien à un gouvernement qui incarnerait à son programme l'essentiel des réformes qu'ils jugent indispensables ». Quand bien même ce gouvernement agirait-il dans le cadre d'une majorité présidentielle élargie à la tête de laquelle demeurerait Pompidou. Lequel déclare : « On verra bien... Ce que je peux vous prédire, c'est que les choses finiront bien par s'arranger. »

Pour le mouvement ouvrier, l'avertissement sonne clair : à tout prix, il faut battre les candidats du capital. Toutes les organisations ouvrières ont leur place dans ce combat. C'est la position que défendent les candidats de l'OCI, qui font campagne pour le Front unique ouvrier.

Un appel solennel de l'UNEF Unité contre les bandes fascistes à Assas

Le Bureau National de l'UNEF lance un appel solennel à tous les universitaires, et aux étudiants de France, à l'opinion publique démocratique. Tous ceux qui dans les universités, étudiant, enseignant, administrateur doivent être informés du climat de terreur qui depuis un mois règne au Centre Assas, dépendant des universités Paris I et Paris II, et de la gravité des événements qui s'y sont déroulés.

Tous ceux qui n'oublieront jamais les horreurs du nazisme ont le devoir de prendre position.

Depuis la rentrée universitaire plusieurs dizaines d'étudiants de Centre, adhérents connus de l'UNEF, sont refoulés et agressés au moment où ils se rendent à leurs cours. Depuis un mois, plusieurs dizaines d'étudiants de gauche, d'étudiants juifs sont « interdits de séjour » dans leur faculté par un groupe d'une centaine de militants d'Ordre Nouveau-GUD dont les chefs se nomment Janeau et Houdin et qui, admirateurs de Hitler et de Mussolini, se réclament ouvertement de l'héritage du nazisme et du fascisme (...).

Deux cents enseignants parisiens, dont quarante du Centre Assas, parmi lesquels quatre directeurs d'UER (MM. Lavigne, Bartoli, Lyon-Caen, Gavalda) en prenant publiquement position contre les agissements nazis témoignent.

Trente de ces enseignants ont pris l'initiative, après avoir invité la presse et les autorités rectORALES et universitaires, de se rendre sur place le 10 novembre pour diffuser leur déclaration qui disait notamment :

« Nous proposons que soit conclu un contrat de défense des libertés démocratiques entre toutes les organisations syndicales pour imposer les droits d'expression démocratiques, l'arrêt des violences fascistes (...).

(Après avoir rappelé, nombreux témoignages à l'appui, l'agression commise à Assas par les nerfs fascistes, le 19 octobre 1972, contre le militant de l'UNEF Renaud Ritzenthaler, l'UNEF poursuit :)

Renaud Ritzenthaler assistera-t-il à ses cours ?

Renaud Ritzenthaler, étudiant juif, pourra-t-il entrer dans sa faculté ?

Renaud Ritzenthaler, étudiant juif, militant de l'UNEF, pourra-t-il assurer à nouveau sa permanence syndicale, et avec lui tous les militants de l'UNEF ?

Le Bureau National de l'UNEF a décidé la mise à l'ordre du jour des Assemblées pour la réunification syndicale que l'UNEF tiendra dans toutes les facultés du 28 novembre au 7 décembre, de la défense des libertés à la faculté d'Assas.

Le Bureau National de l'UNEF s'adresse aux enseignants, à tous les démocrates : il les adjure, quelles que puissent être les divergences d'idées et d'opinion, de réagir avant qu'il ne soit trop tard.

abonnez-vous

« INFORMATIONS OUVRIÈRES »

ABONNEMENTS

Correspondance

Rédaction - Administration

88 bis, avenue Parmentier

PARIS-11^e

C.C.P. 21.831-73 Paris

1 an (48 n°) 50 F

Etranger (1 an) 60 F

6 mois (24 n°) 25 F

Versoments au C.C.P. I.O. 21.831-73 - Paris

déjouer le piège...

S'il y a accord parfait entre tous les partis bourgeois pour tenter d'imposer le blocage des salaires, il y a par contre divergence entre eux sur la manière dont cet objectif pourrait être atteint.

Les uns pensent qu'il faut agir tout de suite. Les autres estiment qu'il faut attendre le résultat des élections pour ne pas mécontenter les électeurs. Tous veulent à tout prix contenir la hausse des salaires : sinon refuser toute augmentation, du moins les réduire au minimum.

Tous s'adressent aux dirigeants des syndicats pour leur demander de « modérer » les revendications, car tous craignent l'exaspération qui monte devant la hausse des prix et l'aggravation des conditions de vie et de travail.

Les travailleurs doivent savoir que dans *Le Figaro* (25-26-11-1972), organe du grand capital, qui fait campagne pour la victoire de la coalition UDR-Giscardiens (non sans jeter un coup d'œil ému vers les réformateurs), M. Hamelet feint de s'interroger : « Les conflits en cours (Potasses, Berliet, SNCF) peuvent-ils s'étendre et dégénérer en épreuve de force, créer, en un mot, à l'approche des élections, une situation telle que le désordre social nuirait, en définitive, à la gauche et principalement au Parti communiste ? »

Cette question, le grand capital, par la plume de M. Hamelet, la pose à G. Ségué pour l'inviter à contraindre les travailleurs à « modérer » la lutte pour arracher les revendications. C'est-à-dire à accepter de reculer sur les positions du patronat et du gouvernement qui entend, au nom de la politique des revenus, bloquer les salaires. Blocage que M. Hamelet appelle de ses vœux, comme il souhaite la victoire de la droite aux élections.

L'avenir prochain montrera si G. Ségué aura ou non cédé au vulgaire chantage des capitalistes et de leurs porte-plumes.

Quant aux travailleurs, ils ne sont pas si naïfs pour croire un seul instant que l'invitation lancée par M. Hamelet à ne plus lutter contre la hausse des prix et pour l'augmentation des salaires a pour but de « ne pas nuire à la gauche et au Parti communiste » lors des élections !

Les travailleurs ont parfaitement conscience que les grèves tournantes, les prétendues « journées d'action » (et a fortiori l'inaction) sont incapables d'obtenir ce que seule la grève illimitée peut arracher. A la DIP chez Renault, pour les perforateurs et techniciens de l'informatique, aux Kaolins de Bretagne, de substantielles améliorations de salaires et des revendications catégorielles restées en suspens depuis longtemps ont été arrachées par la grève illimitée.

Ce faisant, les travailleurs ont montré à tous qu'il est possible de faire sauter la « politique des revenus », le blocage des salaires que les capitalistes et le gouvernement voudraient réaliser par consentement mutuel avec les dirigeants syndicaux.

Les travailleurs ne doivent pas tomber dans le piège que la bourgeoisie tend à eux-mêmes et aux organisations.

KAOLINS DE BRETAGNE : GREVE ILLIMITEE AVEC SATISFACTION

Les ouvriers des kaolins de Bretagne, 720 travailleurs. Leurs revendications : 0,80 F de l'heure, 15 mois et une heure d'information syndicale par mois.

La direction offre 0,20 F. C'est la grève illimitée.

Le salaire du manoeuvre : 863,68 F, de l'OS : 952,42 F.

A l'issue des premières négociations, la direction propose 0,50 F. La grève continue.

A la reprise du travail, qui est votée le 23 novembre, les grévistes ont obtenu 50 centimes horaires plus 30 centimes avant le 1^{er} février, l'augmentation substantielle de la prime de vacances.

Le bilan net : Plus de 200 F mensuels.

A L'AEROPORT DE PARIS

Après plusieurs réunions, dont la première remonte au mois de juin 1972, un groupe politique de travailleurs s'est constitué à l'Aéroport de Paris.

A leur demande, « I.O. » publie ci-dessous de larges extraits de leur texte (dont l'édition en tract a été financée par le groupe des travailleurs).

(...) En appelant à la reprise du travail en octobre 1971, les appareils syndicaux ont dévié à la Direction leur souci d'éviter les affrontements (on a même fait voter les non-grévistes pour décider si la grève devait continuer). Dès lors la Direction se sent très forte : les tracts et les déclarations les plus résolus ne lui font plus peur puisqu'elle sait qu'ils ne seront pas suivis d'effets. Elle peut donc poursuivre sa politique qui est de faire payer aux travailleurs de l'Aéroport les investissements que l'Etat aurait dû prendre à sa charge.

Ainsi derrière notre patron il y a l'Etat, l'Etat bourgeois au service des monopoles et des banquiers. Lutter pour l'amélioration des salaires et des conditions de travail, c'est donc lutter aux côtés de nos camarades du secteur privé pour l'abolition du régime de l'exploitation de l'homme par l'homme. (...)

(...) C'est ainsi que l'orientation des organisations syndicales de l'Aéroport ne peut s'expliquer que par leur souci de soutenir la politique du programme commun PC-PS-Radicaux. Il s'agit pour elles de s'affirmer comme des organisations « responsables », capables de gouverner et de faire fonctionner l'appareil de production aussi bien, sinon mieux, que la bourgeoisie qu'on indemniserait d'ailleurs dans les quelques cas où la nationalisation de certaines de ses entreprises serait jugée nécessaire. (...)

(...) Un gouvernement de la gauche dans cette optique ne pourrait que se comporter en gestionnaire du système capitaliste et condamner la classe ouvrière à un nouvel échec et à de nouvelles désillusions.

Or le problème de la classe ouvrière n'est pas de faire gérer le système qui l'exploite par ses représentants, mais de conquérir le pouvoir politique, de renverser ce système et de briser l'appareil

d'Etat bourgeois, instrument de l'oppression de classe. Nous sommes de ceux qui pensent que ceci ne peut se faire en collaboration avec les politiciens bourgeois (les radicaux notamment).

Il reste que les seuls instruments de la prise du pouvoir politique par les travailleurs sont les organisations ouvrières politiques et syndicales, à condition qu'elles s'unissent. Mais, cette unité est nécessaire, indispensable, il ne suffit pas de la souhaiter ou même de la proclamer, il faut la forger dans le combat.

Mais le bilan des dernières années montre que les luttes revendicatives comme les luttes politiques aboutissent à une impasse. Afin d'en sortir, la classe ouvrière doit se donner une arme de combat en construisant un véritable PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE.

Pour réaliser l'unité de toutes les organisations ouvrières syndicales et politiques,

— Pour abattre le régime bourgeois, — Pour le gouvernement ouvrier, — Pour la victoire du socialisme.

Dans ce sens, les travailleurs de l'Aéroport de Paris se sont réunis, discutent, interviennent dans leurs organisations respectives. En cela, ils œuvrent à cette tâche impérieuse : construire le parti ouvrier révolutionnaire.

Ce texte a été définitivement adopté le 24 novembre 1972.

Le groupe politique de travailleurs a décidé :

— de tenir sa prochaine réunion le 1^{er} décembre 1972 ; — de prendre en charge la diffusion de « I.O. » parmi les travailleurs de l'entreprise ; — de discuter de sa participation aux Assises pour le Front unique ouvrier dans sa réunion du 1^{er} décembre ; — de tirer publiquement les leçons politiques de la grève des agents de 9 X TTB qui vient de se terminer.

LES ASSISES NATIONALES POUR LE FRONT UNIQUE OUVRIER SE PREPARENT !

Les élections des délégués des groupes politiques constitués dans le cours de la préparation des Assises nationales pour le Front unique ouvrier se déroulent pendant ces semaines qui nous séparent du 9 décembre.

Ainsi, le 14 novembre, 14 employés de la Caisse d'Allocations Familiales ont élu deux délégués, financé cette délégation et sorti un appel public pour une seconde réunion.

Un employé de la CAF, présent le 14 novembre, explique en ces termes les raisons de son engagement militant dans ce combat :

« Si nous avons fait une grève de rendement, c'est que le personnel en avait assez des mauvaises conditions de travail.

« Mais deux organisations syndicales, qui ont suivi en partie ce mouvement, ont bel et bien démolé le mouvement après une journée de grève (le 7 novembre 1972).

« Bien qu'une majorité indécise ait repris actuellement le travail, il n'en reste pas moins vrai qu'une minorité non illuminée conserve l'espoir de pouvoir arracher toutes nos revendications.

« Il semble que des dirigeants syndicaux ne voulaient pas entraîner le personnel dans une action où le personnel avait des chances d'obtenir satisfaction de ses revendications avant les élections législatives et celles des délégués du personnel.

« C'est pourquoi aujourd'hui il est de plus en plus nécessaire que toute la classe ouvrière se regroupe afin de lutter contre un gouvernement anti-social.

« Donc, il est utile que nous fassions un front unique de l'ensemble des ouvriers pour lutter contre le patronat et sa bande. »

Dans les localités, les enseignants, les parents d'élèves se regroupent politiquement pour agir efficacement pour le Front unique ouvrier.

Des résultats ont été obtenus à Vitry, à Saint-Gratien, à Clamart. Voici ce que décident les participants de la réunion de Masy qui ont adopté une résolution unanime :

Quatorze participants à la réunion publique convoquée à Masy le 15 novembre par l'Alliance Ouvrière et appartenant à différentes organisations politiques et syndicales (enseignants et parents d'élèves),

affirment que la question de la laïcité de l'école et de l'Etat est aujourd'hui une question d'une brûlante actualité qui concerne l'ensemble des travailleurs et des organisations ouvrières.

Ils considèrent que la hiérarchie catholique continue à être ce qu'elle a toujours été : une force d'ordre spirituelle au service de la classe dominante en même temps qu'une féodalité économique et financière faisant partie de cette classe.

Ils caractérisent les tentatives du pouvoir politique en place pour faire passer la question laïque pour une question dépassée, et pour acheter l'appui de la

hiérarchie catholique, comme une tentative pour sauver, en regroupant toutes les forces bourgeoises, le système de la propriété privée des moyens de production.

Dans le domaine scolaire en particulier, ils dénoncent l'ensemble des mesures politiques et financières qui ont donné depuis 1958 une place extraordinairement privilégiée à l'enseignement privé et en particulier confessionnel tandis qu'étaient organisés l'asphyxie et le démantèlement de l'enseignement public laïc.

Ils s'inquiètent à ce sujet du débat actuellement organisé entre certains dirigeants du PCF et du PS et la hiérarchie catholique sur l'accès, dans le cadre de la nationalisation de l'enseignement de membres du clergé à l'enseignement public.

Ils affirment que les seules solutions conformes à la défense des intérêts des travailleurs sont les suivantes :

— Abrogation de toutes les mesures anti-laïques (lois Marie-Berangé, lois Debré-Pompidou, réforme Faure des Universités, attaques contre les associations de sport scolaire, etc.) ; — monopole de l'enseignement technique à l'Education nationale ; — abrogation des lois de juillet 1971 sur la formation professionnelle ; — la nationalisation sans indemnité de tous les établissements privés d'enseignement ;

— ni prêtres ni patrons dans l'Education nationale ;

— un quart du budget employé pour l'Education nationale.

Ils estiment que ces mesures ne peuvent être prises que par un gouvernement des organisations ouvrières unies (PC-PS) où ne siègerait aucun représentant de la bourgeoisie (fût-il « démocrate de gauche ») ni de l'Eglise.

Ils se félicitent de l'initiative prise par le Comité national d'Action laïque de convoquer pour le 9 décembre une manifestation laïque à Paris.

Ils décident de tout mettre en œuvre pour faire de cette manifestation un grand succès en prenant l'initiative de sa préparation dans leur milieu de travail et dans leurs organisations politiques et syndicales.

Ils se félicitent également de l'initiative prise par l'Alliance Ouvrière et l'Organisation Communiste Internationaliste de convoquer les 9 et 10 décembre des Assises nationales pour le Front unique ouvrier. Assises qui se fixent pour objectif de dresser à l'échelle nationale la force militante qui prendra en charge cette lutte.

Ils décident de s'organiser en groupe permanent qui prendra en charge cette lutte sur le plan local et de désigner immédiatement un délégué aux Assises des 9 et 10 décembre.

Ils décident d'organiser immédiatement une collecte de soutien aux Assises (130 F ont été recueillis).

Enfin, sur les questions de la laïcité de l'école et de l'Etat, ils décident de s'adresser aux différents candidats à la députation représentant des organisations ouvrières à Masy pour qu'ils fassent connaître précisément leur position.

Ils décident de donner une large publicité autour d'eux à ces différentes prises de position.

BERLIET : Contre le patron, contre la loi anti-casseur, 20 000 DANS LA RUE

Au début de l'année, M. P. Berliet déclarait à *L'Express Rhône-Alpes* : « L'automatisation doit permettre de réduire le nombre des ouvriers dans la proportion de un pour dix. »

A cela répond une volonté de mobilisation des travailleurs de Berliet. Ainsi, le 27 octobre, la CGT communiquait-elle que 4 300 ouvriers avaient voté pour l'action, 330 contre.

Mais la « tactique des luttes » préconisée par la CGT et la CFDT était ainsi définie : « Dans l'intérêt des travailleurs auxquels nous voulons éviter des sacrifices, soucieux aussi, quoi qu'on puisse en penser, de la bonne marche de l'entreprise, nous espérons que la sagesse l'emportera. »

En conséquence : « Nous considérons qu'il est nécessaire que ces actions de harcèlement continuent au niveau de chaque secteur par des délégations, débrayages, cortèges et manifestations diverses... Comme nous l'avons déjà constaté, ce n'est que dans cette mesure que pourront être organisés des mouvements plus généraux et que seront déjouées les manœuvres de la direction. »

Depuis le 30 octobre, malgré une manifestation de 2 000 travailleurs de Berliet, seuls des débrayages, cortèges et manifestations tournants ont eu lieu dans l'usine.

Pourtant, une phrase du communiqué CGT-CFDT est troublante :

« Il faut déjouer les manœuvres de la direction. »

Celle-ci, pour appliquer ses plans, veut briser les syndicats. Prétextant des cortèges appelés par la CGT et la CFDT dans l'usine, elle fait inculper huit délégués syndicaux au titre de la loi anti-casseurs.

La riposte des travailleurs est immédiate. La manifestation convoquée à Lyon est massive. La grève de toute l'usine se prépare.

Dès lors s'affirme à nouveau « les manœuvres de la direction » qui ne veut pas de grève générale ou de grève non limitée à un secteur de l'usine. Berliet menace de lock-out.

La CGT commente : « Hier (la direction) a subi un second échec. Elle croyait que les ouvriers lui donneraient le prétexte de lock-out l'ensemble de l'entreprise. Ces projets ont été réduits à néant. Bien comprises par l'ensemble des ouvriers, la CGT et la CFDT continueront d'agir sans précipiter les événements, le but étant de tenir. »

Qu'en est-il alors des résolutions du 30 octobre ? Toujours est-il que par dizaines de milliers les travailleurs de toute la région ont manifesté devant le passage des délégués syndicaux aux tribunaux.

Les travailleurs eux-mêmes sont prêts à l'action efficace. CEDOC

Le soir même, pour le gouvernement ouvrier, les délégués des groupes politiques se constitueront en assises nationales

Le samedi 9 décembre, des dizaines de milliers de travailleurs, d'enseignants, de parents d'élèves, de jeunes répondront à l'appel du Comité National d'Action Laïque, avec toutes les organisations ouvrières, et manifesteront en masse de la Nation à la République.

Le 9 décembre à Paris l'unité sera réalisée contre Pompidou-Messmer.

De toute la France, convergeront des milliers de travailleurs, parents, instituteurs, professeurs, personnels de l'Education nationale, lycéens, apprentis, étudiants, jeunes travailleurs. De tous les départements, de toutes les localités.

A Paris où siège le gouvernement.

A Paris, pour dire à ce gouvernement : nous ne laisserons plus démanteler l'Education nationale ; les familles n'acceptent plus les atteintes à la gratuité de l'enseignement.

A Paris, pour dire devant tout le pays : le responsable de l'apostasie de l'enseignement, celui qui met en cause l'avenir de la jeunesse, de l'enseignement et de la qualification professionnelle, c'est le gouvernement Pompidou ! Le même qui organise « la mobilité » de l'emploi, la hausse du coût de la vie...

Le but des lois anti-laïques du gouvernement Pompidou, à travers la privati-

sation de l'Education nationale, c'est d'abolir une conquête démocratique essentielle de tous les travailleurs : la séparation de l'Eglise et de l'Etat, de l'Ecole et de l'Eglise, le droit à l'instruction laïque et gratuite.

Le gouvernement Pompidou, pour perpétuer le régime du profit, est obligé de réinstaurer l'Eglise dans toute la vie sociale, tentant de faire reculer toute la société d'un siècle en arrière. Tel est le sens du « budget des cultes » que l'Etat reconstruit sous une forme détournée par la loi Debré-Pompidou. Tel serait le sens profond de l'entrée des prêtres dans l'enseignement. On veut tenter de briser la conscience socialiste du prolétariat français par l'obscurantisme et l'opium de l'Eglise.

Aucun travailleur ne peut accepter l'enseignement « libre » et la laïcité « ouverte » du gouvernement Pompidou, qui n'est que la liberté et l'ouverture offertes à l'Eglise et au patronat pour, à leur gré, kidnapper et coloniser les consciences des plus jeunes âges.

A PARIS ! A PARIS ! A PARIS !

L'OCI, l'AO et l'AJS sont inconditionnellement pour le succès de cette manifestation qui dressera la force du mouvement ouvrier tout entier contre la

bourgeoisie, son état et son gouvernement.

L'OCI, l'AO et l'AJS manifesteront le 9 décembre à Paris, en respectant les consignes du CNAL et le cadre de la manifestation qui prévoit qu'il n'y aura pas de siges d'organisations syndicales et politiques.

L'OCI, l'AO et l'AJS défilent de la Nation à la République afin que soit rassemblée la force qui combat pour le Front unique ouvrier :

- Abrogation des lois anti-laïques,
- Abrogation du statut d'Alsace-Moselle,
- pas de patrons, pas de curés dans les CET, dans les Facs, dans les écoles,
- pas un sou pour les curés,
- gratuité, laïcité,
- nationalisation de l'enseignement.

L'OCI, l'AO et l'AJS défilent sur ces mots d'ordre, ceux du mouvement ouvrier depuis des années, ceux du CNAL et de la FEN, mots d'ordre exprimant la volonté d'unité des masses contre Pompidou-Messmer.

L'OCI, l'AO et l'AJS sont inconditionnellement pour le succès du 9 décembre qui doit faire date. Souvenons-nous de l'importance considérable qu'eut en 1960 la manifestation laïque de Vincennes, 2

ans après l'arrivée de De Gaulle au pouvoir.

Parce que ce combat est celui de la classe ouvrière, de l'ensemble de travailleurs des villes et des campagnes, de la jeunesse contre la bourgeoisie décadente et son gouvernement décrépit, l'avant-garde militante tout entière se mobilisera et se rassemblera le 9 décembre.

Le 9 décembre à 18 h. s'ouvriront les Assises nationales pour le Front unique ouvrier !

Ce combat pour l'unité ouvrière est le même que celui engagé pour forger l'instrument indispensable à la lutte politique par l'organisation de l'avant-garde militante.

L'OCI, l'AO et l'AJS rassembleront cette force de plusieurs milliers de travailleurs et de jeunes qui, d'ores et déjà, estiment que le 9 décembre à Paris est l'expression du combat pour la révolution socialiste, pour le gouvernement PC-PS sans représentant du Capital et de l'Eglise, pour la rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie et le clergé. Le 9 décembre à Paris doit constituer un grand moment de la lutte des classes et de la constitution du parti révolutionnaire.

ROUEN : une façon de choses

Un meeting, un journal organisateur : « La Croix », deux grands orateurs : le très catholique Jean Lecanuet et le secrétaire régional de la CFDT.

Un contradicteur : un dirigeant du PCF qui regrette de ne pas avoir été invité à partager la tribune !

La bataille sera rude pour amener par dizaines et par dizaines, contre « La Croix », l'Eglise, Lecanuet, la CFDT, les enseignants et les parents d'élèves le 9 décembre à Paris pour la défense de la laïcité, malgré la direction du PCF tendant la main à la hiérarchie ecclésiastique.

Trente et un enseignants réunis à l'appel de l'OCI, à Rouen le 22 décembre 1972, se sont engagés à combattre pour amener à Paris la force qui se rassemble pour le Front unique ouvrier.

Un professeur catholique, tout en réservant sa position, quant à la campagne électorale de l'OCI, a déclaré soutenir totalement le combat politique pour le Front unique ouvrier dont la manifestation du 9 décembre est la concrétisation, aujourd'hui, pour la défense de la laïcité contre Pompidou-Messmer.

Laïcité, concordat et programme commun

« Les fédérations communistes du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ont publié diverses propositions découlant du programme commun, en ce qui concerne l'emploi, le bilinguisme et la laïcité... »

« Le PCF se prononce pour... l'application des lois laïques en tenant compte des particularités régionales et de l'existence d'un régime concordataire. »

Le Monde (17-11-72).

Nous publions bien volontiers la mise au point que nous a fait parvenir le camarade Robert Quémener au sujet de l'article intitulé « Contre les salariales et la violence pour la démocratie dans le mouvement ouvrier » (IC n° 587, paru le mercredi 22 novembre).

« La rédaction anticipe un peu lorsqu'elle écrit que j'ai été secrétaire syndical CGT. Je n'ai jamais été que délégué et collecteur de timbres de mon service et ce sont 26 travailleurs de mon service qui, en contre-signant mes lettres, exigent ma réintégration à la CGT avec mes primes et entières responsabilités » et non 13 travailleurs de l'hôpital n'ayant pas reçu leurs cartes syndicales. »

La manifestation laïque se prépare dans l'unité

Ainai, dans le Val d'Oise, les militants qui luttent pour l'unité ouvrière, avec des militants de tous courants politiques, avec les syndicats, les organisations laïques, nous communiquent :

- A Pontoise, avec la sous-section du SNI, un appel a été voté qui explique :
 - Défense de la laïcité,
 - Abrogation de la loi Debré,
 - Nationalisation de l'enseignement.

Avec le comité local d'action laïque, les Associations de parents d'élèves, le SNI, le PCF, le PS, la CGT, il a été décidé de retenir deux cars pour les 100 premières personnes qui ont décidé de manifester.

A Taverny, le CLAL s'est réuni. Il a décidé de retenir un car et de préparer une bannière : « Pas de subvention à l'enseignement privé », soutenu par le SNI, la FEN, les APE, le PCF, le PS. A Argenteuil, le CLAL a décidé de retenir des cars. Au lycée V. Puleux, le S.I. a voté un texte qu'il fait contre-signer par tous les professeurs pour l'adresser aux parents d'élèves.

Appel unanime du conseil syndical du SNI de Paris

Le Conseil syndical du SNI de Paris, réuni le 7 novembre 1972, se félicite de la décision prise par le CNAL en mai 72 d'organiser le 9 décembre une grande manifestation laïque et estime que tous les adhérents et tous les militants du SNI doivent faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que cette manifestation, par son ampleur, soit à la mesure des attaques portées contre l'école laïque depuis plus d'une décennie par le pouvoir, le patronat et la cléricature.

En conséquence, le Conseil syndical du SNI appelle tous les instituteurs de Paris à préparer, puis à participer activement à la manifestation du 9 décembre, sous l'égide des CLAL, CDAL et CNAL en affirmant ses exigences qui sont celles de tous les laïques de ce pays :

- nationalisation laïque de l'enseignement
- abrogation de la loi Debré-Pompidou
- abrogation du statut scolaire réactionnaire d'Alsace-Moselle (unanimité moins 2 abstentions des gauchistes décomposés).

De Loire-Atlantique, ils monteront en train spécial

Le Comité national d'action laïque de Loire-Atlantique se bat pour un train à Paris le 9 décembre.

La venue à l'Ecole Normale de filles de Nantes, d'un professeur de « l'Institut Catholique » de Paris, a provoqué des protestations parmi les laïcs de cette ville et la condamnation unanime des membres du Conseil syndical du syndicat des Instituteurs de Loire-Atlantique.

Le Conseil syndical du SNI a publié dans la presse les raisons de sa condamnation d'une telle initiative.

Certains professeurs ont alors organisé un débat public sur ce problème, débat auquel ils avaient convié tous leurs « amis », liquidateurs conscients ou inconscients de l'Ecole laïque et ennemis des syndicats ouvriers.

Le SNI, la CGT-FO, l'OCI, les normaliens étaient venus apporter la contradiction ou soutenir les contradicteurs.

Certains professeurs de l'Ecole Normale ont expliqué qu'ils se sont placés uniquement sur le terrain des « compétences ».

Selon eux, l'école, même au stade élémentaire, doit être ouverte à toute la « culture » pouvant venir de l'extérieur, par l'intermédiaire de personnalités compétentes, dans tous les domaines, jusqu'à la politique et la religion.

Quant aux représentants des gauchistes décomposés, ils ont développé leur nouvelle théorie suivant laquelle les deux écoles se valent puisqu'elles sont toutes les deux des écoles bourgeoises, issues de la société bourgeoise.

Après l'intervention de nos camarades, le ton de ces destructeurs de syndicats, de ces saboteurs du combat pour la laïcité, est devenu moins virulent.

Les liens entre le gouvernement et la hiérarchie catholique s'affirment au grand jour, illustrés par la personne du dernier ministre de l'Education nationale, Fontanet, issu de l'Ecole des Chartreux.

Depuis quelques années, avec la loi Debré, aggravée par la loi Debré-Pompidou, les attaques contre l'école laïque se précisaient. Le gouvernement, en accord avec la hiérarchie catholique, veut maintenant introduire les « clercs » dans les écoles publiques. Pour nous, l'école laïque demeure un acquis de la classe ouvrière, contre l'obscurantisme.

Le CDAL organise une manifestation à Nantes le 3 décembre. Le CNAL organise une manifestation de grande ampleur à Paris le 9 décembre. Nous ferons tout pour que ces deux manifestations connaissent un succès à la mesure de l'offensive gouvernementale.

Les combattants pour le Front unique ouvrier seront aux avant-postes pour mobiliser travailleurs, parents et jeunes contre les partisans de la très vieille idée des prêtres dans l'école.

L'ECOLE PRIVEE, ECOLE DU PROFIT

« On n'éduque pas de la même façon un cheval de trait et un cheval de selle » s'exclame Robert LEHR à propos de l'enseignement dans la revue « La Vie des cadres » n° 4. R. LEHR est président de MENSA-FRANCE, association internationale qui regroupe les membres les plus « intelligents » de la Société. Un canular ? Absolument pas puisqu'un certain M. TERRASSIER, membre de cette association, psychologue et conseiller d'orientation, « ouvre en septembre une école pour les enfants les plus doués de Nice ! », école privée... évidemment.

Dans l'Ouest, contre le gouvernement pour la défense de l'école

A Angers (Maine-et-Loire), depuis plusieurs années les enseignants et les parents d'élèves réclament en vain, pour l'enseignement secondaire, la création d'un quatrième lycée qu'il est urgent de construire. Quant aux étudiants en lettres, eux, n'ont même pas le droit de disposer de locaux qui leur soient propres ; alors que l'Université Catholique occupe depuis 1969 des bâtiments entièrement neufs, quasiment inoccupés. Ces vastes locaux sont financés pour une grande part par les collectivités locales, il en est de même pour de nombreux établissements privés angevins tels que l'Ecole Technique de la Baronnerie qui peut éditer une luxueuse brochure et écrire en préface :

« Nous remercions très vivement le Conseil général de Maine-et-Loire, la municipalité d'Angers pour l'aide décisive qu'ils ont apporté à la « BARONNERIE » par leurs subventions.

« Nous remercions également les entreprises qui nous soutiennent par des attributions de taxes d'apprentissage sans lesquelles il nous serait impossible de fonctionner. »

Dans le Morbihan : 57 communes sur 267 n'ont pas d'écoles publiques !

Dans une commune, le Conseil municipal UDR vote contre la création d'une école maternelle publique, laïque, « parce qu'il y en a déjà une confessionnelle ».

Seize CEG publics sur vingt ne reçoivent aucune subvention de l'Etat, alors que tous les établissements privés du second degré bénéficient d'une aide directe (182 F pour un élève de CEG, 125 F pour un élève de lycée technique).

Les crédits à l'école privée confessionnelle est un fait. L'Etat aide le gouvernement d'Henri de Gaulle et public. CEDOC

L'AJIS soutient la manifestation du CNAL

DES MILLIERS DE JEUNES MANIFESTERONT LE 9 DÉCEMBRE :

" Pas de curés pas de patrons à l'école "

Le 9 décembre, c'est par milliers que jeunes travailleurs, lycéens, étudiants, dièves de CET, jeunes résidents manifesteront à Paris, à l'appel du CNAL pour la défense de l'école laïque.

La participation massive de la jeunesse à ce cortège s'explique facilement. Le gouvernement multiplie ses agressions contre la vie et l'éducation des nouvelles générations.

Le patronat fait main basse sur l'Education nationale avec le soutien et la bénédiction de l'Eglise.

C'est ainsi qu'à Orléans, l'université Gulchard, implantée par le patronat — 1000 étudiants — a le même budget que l'université Paris VII qui compte, elle, 40 000 étudiants.

Malgré la grève générale, le gouvernement Pompidou-Fontanet-Messmer maintient les objectifs : faire payer à la jeunesse la faillite de sa politique.

— Sélection, déqualification, embrigadement !

— Aumonières dans les lycées, intendants des SAC comme à Decour, prise en main par le patronat de l'enseignement technique et de la formation professionnelle !

Sans partager tous les considérants du CNAL, le Bureau national de l'AJIS soutient inconditionnellement la manifestation du 9 décembre.

Tous les cercles seront à la pointe du combat pour la mobilisation.

Des groupes de lycéens, d'étudiants, d'élèves de CET seront organisés par les cercles de l'AJIS en cortège vers la manifestation.

— PAS DE CURES, PAS DE PATRONS A L'ECOLE,

— PAS DE DIPLOMES PATRONAUX,

— DES ENSEIGNANTS, PAS DE CRS.

Respectant les consignes des organisateurs, les groupes ne comporteront aucun aigle.

Le collectif national de l'ANJR a décidé, lors de la première réunion, d'appeler de son côté à cette manifestation.

La malversation de l'Eglise alliée aux patrons se fait particulièrement sentir dans les FJT.

Un FJT sur deux est contrôlé par des prêtres ou des bonnes sœurs !

PAS DE CURES, PAS DE PATRONS DANS LES FJT.

C'est par milliers que, de province, de Paris, les jeunes se mobiliseront à cette occasion.

C'est ainsi que les fédérations de Paris de l'AJIS et de l'AER et de l'UCL prépareront le rassemblement du dimanche 10 décembre contre l'impérialisme, contre le gouvernement.

PREMIER COLLECTIF NATIONAL DE L'ANJR

LES JEUNES TRAVAILLEURS DES FOYERS ORGANISENT LEUR DÉFENSE

Dimanche 26 novembre, à la Faculté des Sciences de Paris, l'Association Nationale des Jeunes Résidents a tenu son premier Collectif national.

Soixante-dix délégués de plus de quarante foyers et villes de France étaient présents, représentant plusieurs centaines d'adhérents.

Constituée il y a deux mois, cette Association s'est donné pour but de défendre les intérêts matériels et moraux des jeunes résidents, leurs conditions d'existence, leurs droits.

Comme le dit la plate-forme d'action de l'ANJR adoptée à l'unanimité lors de ce Collectif :

« Dans la plupart des foyers, la liberté est un mot qu'il nous est interdit de prononcer. D'après les directeurs, c'est un mot dangereux car chacun y met ce qu'il veut. »

« Mais pour les directeurs, la liberté c'est : à Mézières-Charleville, exclure Marius Raguet, résident de seize ans, pour motif de discussion avec des jeunes qui ne sont pas du foyer. A Auxerre, exclure quatre d'entre nous parce qu'ils décident comme vous, comme nous, de se défendre et de s'organiser. A Amiens, c'est être "pris" à diffuser un tract de l'ANJR par un homme de main de la préfecture qui vous frappe à vous faire éclater la face et vous transfère dans un foyer dit de "semi-liberté". »

« L'ANJR exige la liberté dans les foyers : »

— aucune sanction d'aucune sorte contre les résidents ;

— liberté d'association indépendante dans les foyers ;

— droit d'affichage syndical et politique ;

— droit de visite vingt-quatre heures sur vingt-quatre ;

— inviolabilité du domicile. »

C'est principalement sur cette orientation que l'ANJR compte se développer en défendant pied à pied contre patrons et directeurs les résidents victimes des sévices, de la répression, des brimades.

Il est important également de noter que cette plate-forme d'action touche l'ensemble des activités des jeunes des foyers, donc reprend les revendications définies dans des cahiers qui circulent depuis deux mois dans un

grand nombre de foyers, chambre après chambre, étage par étage.

La discussion du Collectif national a montré les immenses possibilités de construction de l'ANJR. Sur cent jeunes du foyer de Mantes, cinquante ont adhéré, trente à l'Hay-les-Roses, vingt au foyer Renault, etc.

Le Bureau provisoire de l'ANJR a soumis à la discussion des délégués du Collectif national les objectifs fixés pour le Rassemblement du 10 décembre à Paris et a insisté sur le caractère de masse que ce dernier devait prendre. Ce sont plus de quatre cents résidents qui seront présents à Paris le 10 décembre, plusieurs centaines de cartes ANJR supplémentaires seront placées et près de soixante foyers représentés.

Une campagne nationale a été fixée pour la réintégration de Marius Raguet et de tous les exclus. L'objectif pour le 10 décembre est de 4 000 signatures pour la réintégration de nos camarades.

Enfin, une motion a été adoptée à l'unanimité moins deux abstentions sur la participation de l'ANJR à la manifestation du 9 décembre à Paris organisée par le CNAL.

C'est par cars entiers que les militants de l'ANJR et leurs camarades viendront à Paris pour manifester avec les nombreuses organisations qui appellent à cette manifestation.

Comme le dit la résolution votée au Collectif national : « Deux tiers des foyers de France sont gérés par l'Eglise catholique, ses prêtres, ses religieuses, ses confessions, le combat pour la laïcité est notre combat. »

A l'issue de cette manifestation, les jeunes résidents se rendront au Rassemblement du 10 décembre, rassemblement constitutif de l'ANJR.

L'affaire Wander

Que cherche le Rectorat en provoquant les lycéens ?

« WANDER DEDANS ! CATHOU DEHORS ! »

C'est ce mot d'ordre, scandé par plus de mille lycéens réunis le 21 novembre devant le lycée Jacques Decour, qui exprime le mieux la lutte engagée par les lycéens, les enseignants, les parents de ce lycée, repris dans toute la région parisienne par les lycéens.

Les lecteurs d'I.O. connaissent les faits. Aggravés par un intendant, membre des SAC, alors qu'il collait une affiche de soutien à J.-P. SPELLER, J.-L. WANDER, militant de l'AJIS, se voyait déferé... devant le Conseil de Discipline.

A l'appel des lycéens de Decour, une coordination était convoquée. Quelques quatorze lycéens envoyaient leurs représentants et, malgré l'obstruction de la Ligue Communiste, décidaient immédiatement de riposter en convoquant un rassemblement devant le lycée à l'heure même où se tenait le Conseil de Discipline.



Mille lycéens répondaient à l'appel :

« Cathou dehors, Wander dedans ! »

« Pas de sanction contre Wander ! »

« Enseignants, lycéens, parents, unis contre les CDR ! »

Calmes, organisés, les lycéens rassemblés devant le lycée devaient attendre pour se disperser, à 20 h 30, l'annonce de la décision du Conseil de Discipline. Victoire ! Défendu par les enseignants

et les parents d'élèves, soutenu par les lycéens, WANDER n'était pas exclu. Un simple avertissement lui était notifié.

C'en était trop pour le Rectorat. Deux jours plus tard, le père de Jean-Louis WANDER recevait la lettre qui suit :

« Le Proviseur du lycée Jacques Decour à M. C. WANDER,

« Monsieur,

« Par lettre en date du 22 novembre 1972, M. l'Inspecteur Général de l'Instruction Publique, Directeur des Enseignements élémentaire et secondaire de Paris, me fait savoir, qu'en application du décret n° 71.327 du 30 avril 1971, il saisit M. le Recteur de l'Académie de Paris d'un appel de la décision prise le 21 novembre par le Conseil de Discipline du Lycée Jacques Decour à l'encontre de votre fils, Jean-Louis WANDER, élève de Terminale A1.

« Conformément au dernier alinéa de l'article 1^{er} du décret susvisé, je vous invite à garder votre fils Jean-Louis et à ne pas l'envoyer au lycée jusqu'à la décision de M. le Recteur.

« Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués. »

« Le Proviseur, P. BOUR. »

Extraordinaire provocation !

Le Rectorat cherche par tous les moyens à provoquer les lycéens.

Immédiatement, les lycéens de Decour ont réagi, mais les enseignants également, mais les parents aussi : à l'heure où nous écrivons, une coordination parisienne est convoquée lundi soir au lycée Jacques Decour.

Les enseignants de l'OCI ont pris l'initiative de mobiliser les enseignants pour, avec les lycéens, exiger que la décision du Conseil de Discipline ne soit pas casée. Déjà de nombreux ST ont pris position.

Unis, enseignants, lycéens, parents d'élèves, déjoueront une fois encore la provocation du Rectorat.

en une journée, lundi 27 novembre,

plus de mille enseignants ont affirmé leur volonté de déjouer la provocation

Des centaines d'enseignants du second degré des lycées parisiens se prononcent pour le texte suivant :

Informés de la décision du Conseil de Discipline du 22 novembre 1972 tenu au lycée Jacques-Decour, se refusant à exclure Jean-Louis Wander, lui infligeant un simple avertissement,

Informés de la décision du directeur des enseignements élémentaire et secondaire de Paris,

1° d'interdire l'entrée du lycée à Jean-Louis Wander,

2° de faire appel de la décision du Conseil de Discipline,

1) S'indignent de l'intervention du rectorat qui entend par cet appel provocateur

passer outre à la volonté clairement exprimée par les enseignants, les lycéens, les parents d'élèves de Jacques-Decour, refusant d'exclure Jean-Louis Wander du lycée.

2) Appellent tous les enseignants à déjouer cette provocation en s'affirmant solidaires de leurs collègues de Jacques-Decour et de Jean-Louis Wander.

3) Décident de faire connaître sous toutes les formes leur prise de position au recteur de Paris.

4) S'affirment décidés à agir avec leurs organisations syndicales et les associations de parents d'élèves CONTRE LA DECISION D'APPEL PRISE PAR LE RECTORAT ET LES SANCTIONS QUI POURRAIENT EN DECOULER.

Jeunes travailleurs, Résidents, Etudiants, Lycéens, Elèves de C.E.T.,

AVEC L'A.J.S.
CONTRE L'IMPERIALISME
CONTRE LE GOUVERNEMENT POMPIDOU-MESSMER
POUR LA VICTOIRE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

10 DECEMBRE A 20 H 30

TOUS A LA MUTUALITE !

24, rue Saint-Victor, Paris-5^e - Métro : Maubert-Mutualité

Biblioteca de Comunicacão
Prenez vos bons de participation...
CEDUC

le ceres vu de l'intérieur du parti socialiste

Nous avons, dans Informations ouvrières, suivi régulièrement que faire se pouvait les développements de la discussion interne au Parti Socialiste. On sait que le congrès national de ce parti, tenu en juin 1971 à Epinay, a confié à François Mitterrand la responsabilité de premier secrétaire. Nous nous sommes expliqués à l'époque sur la signification de ce congrès.

Depuis, le débat s'est élargi au sein du Parti Socialiste. Le PS a signé le programme commun avec le PCF et les minoritaires radicaux. Mitterrand affirme son intention de faire du PS « le premier parti de la gauche française ». Dans le même temps le CERES, sur les idées duquel nous avons été amenés à nous expliquer à plusieurs reprises, a tenté de renforcer ses positions au sein du parti. Tout cela ne va pas sans quelques remous.

Nous laissons aujourd'hui la parole à l'un des courants du PS, l'ERIS (Etudes, Recherches, Informations Socialistes) animé par Jean Poperen, lequel, partisan du programme commun et de « l'union populaire », donne, dans un récent document, (Problèmes actuels du Socialisme, septembre 1972) dont nous publions ci-dessous des extraits, une caractérisation des positions du CERES que nous livrons à nos lecteurs.

Ce courant, l'ERIS le qualifie de « social-technocrate ». Et, estimant les amis de Poperen, « c'est dans les années qui viennent que le Parti Socialiste fera son choix entre l'orientation lutte de classes et la voie moderne de la collaboration de classes, de l'intégration au système, celle de la social-technocratie. Tel qu'il s'est constitué à Epinay en juin 1971, le Parti Socialiste est le terrain principal et l'enjeu de l'affrontement entre ces deux orientations irréductibles... ».

Mais, qu'est-ce que la social-technocratie ?

Sa base sociale ? Les nouvelles couches moyennes salariées qui reçoivent les miettes de la croissance du capitalisme moderne : elles jouent un rôle particulier dans l'appareil de production. Là peut se développer plus aisément qu'ailleurs l'illusion que les modifications de la société ne sont affaire que de bonne gestion, de technique, et dépendent d'abord des plus compétents techniquement, donc de cette catégorie sociale elle-même. L'illusion gestionnaire, technocratique, aboutit à substituer à la lutte des classes la coopération entre les classes.

L'idéologie gestionnaire, technocratique a une variante de droite gaulliste, ou post-gaulliste : c'est la « nouvelle société ». Elle a une variante de gauche : ce sont les thèses de la social-technocratie. A droite comme à gauche cette idéologie sous-tend une pratique. A droite les hommes qui se réclament d'elle investissent le pouvoir. A gauche ils constituent d'ores et déjà un courant politique, la social-technocratie. L'apparition et le développement du phénomène technocratique (variante de droite ou variante de gauche) sont contemporains de la modification des formes de domination de la bourgeoisie et du renforcement du rôle de l'Etat. C'est à l'ère des organisateurs qu'aux Etats-Unis, voici plus d'un quart de siècle, J. Burnham prophétisait et appelait de ses vœux (...).

D'où vient la social-technocratie ? Comment se situe-t-elle dans le « nouveau PS » ?

Dès les années 1963-1966 l'offensive idéologique et politique de la social-technocratie se développe dans plusieurs secteurs :

- majorité du PSU (G. Martinet, M. Rocard) qui lance la théorie du rôle particulier des « couches nouvelles », et qui combat ouvertement la stratégie unitaire,
- Manifeste des Clubs et regroupement de plusieurs clubs derrière « Jean-Moulin », club de hauts fonctionnaires animé par G. Sufferit,
- candidature de G. Defferre et plate-forme « Horizon 80 ».

Les trois opérations se conjuguèrent : idéologiquement, dans les « Colloques Socialistes » puis, un peu plus tard, dans le colloque de Grenoble ; politiquement, dans une hostilité plus ou moins déclarée à l'union de la gauche lors de l'élection présidentielle de 1965. C'est en cette dernière circonstance que se vérifie pratiquement cette loi des mécanismes politiques de notre temps : toute mise en cause d'un socialisme de lutte de classes passe par l'hostilité à la politique unitaire.

Dès ce moment il est clair qu'au-delà de ses manœuvres politiques et de son intense effort idéologique, l'objectif principal de la social-technocratie est de posséder sa propre organisation politique : soit le PSU, soit la « vieille maison » SFIO, en direction de laquelle G. Defferre et le brain trust schreïberien d'Horizon 80 lancent le premier assaut. Aujourd'hui nous assistons à une nouvelle tentative, d'une ampleur sans précédent, pour greffer la social-technocratie sur la vieille structure social-démocrate. Ce n'est évidemment pas par hasard si en ce moment justement le CERES noue des liens étroits avec G. Martinet et cherche l'alliance avec le PSU de Rocard (...).

En cassant l'évolution progressive vers la gauche socialiste de la masse des militants de la social-démocratie, en provoquant le glissement à droite d'une partie d'entre eux, le congrès d'Epinay a en fait contribué au renforcement de la droite « moderniste ».

Les animateurs les plus lucides des tendances les plus modérées du Parti l'ont parfaitement compris qui, après avoir durement attaqué la majorité d'Issy-les-Moulineaux, se montrent bienveillants, ou en tout cas discrets à l'égard de la direction actuelle : Chandernagor ne juge plus utile de faire paraître son bulletin de tendance.

En vérité, la prise en mains de l'appareil par la coalition d'Epinay a créé des conditions plus favorables à la

formation d'un parti réformiste moderne qu'au développement d'un parti révolutionnaire. C'est là une des significations politiques importantes d'Epinay. La situation est moins « ouverte » que dans la période qui a immédiatement suivi le congrès d'Issy-les-Moulineaux.

Rôle et nature du CERES

Mais chacun comprend que cette évolution n'aurait pas été possible sans le rôle propre du CERES. Il convient donc de s'interroger non seulement sur le comportement et les intentions, mais aussi et plus profondément sur la nature de ce courant politique.

Le CERES, qui a toujours claironné qu'il était « le courant le plus à gauche » du Parti, n'est pas seulement la caution et l'appoint d'une coalition où les éléments de droite se sont renforcés. Dans le réformisme moderniste, il est le noyau dur, le seul organisé en fraction, le seul dont les démarches tendent à s'inscrire avec cohérence dans une orientation définie. Certes, dans la situation encore mouvante de la gauche socialiste, alors que les diverses forces ne sont pas véritablement fixées, les thèmes idéologiques et les mots d'ordre de la social-technocratie sont présents à l'état diffus dans les secteurs les plus divers du Parti ; et aucun courant ne peut être considéré comme l'expression politique propre de la social-technocratie. Cependant, le CERES, si l'on considère ses thèses, sa tactique, ses méthodes, apparaît plus particulièrement porteur des caractéristiques de la social-technocratie et préparé à en assumer l'orientation politique. Et sa tentative s'apparente bien à celles qui, sous des formes et en des circonstances diverses — dans la SFIO, dans certains clubs, au PSU — ont cherché, depuis quelque dix ans, à s'imposer à la gauche socialiste (...).

Après avoir caractérisé l'idéologie « autogestionnaire » développée par le CERES, l'ERIS en illustre la base de classe bourgeoise en citant un écrit de Chevènement, le principal porte-parole du CERES (Preuves n° 3) :

« Les nationalisations au sens de 1944-46 ont perdu une part de leur intérêt du fait de l'internationalisation des firmes. Elles restent un moyen de rationalisation et de concentration de l'appareil de production. Moins qu'autrefois elles apparaissent nécessaires à la direction de l'économie dans la mesure où, en 1971, l'Etat peut, s'il le veut, déterminer les grands choix et les grandes orientations, sans être forcément maître du capital. Mais les nationalisations gardent une valeur symbolique et morale, et la prédominance du secteur public constitue un bon test du degré de socialisation atteint par l'économie... ».

Peut-on être plus clair, demande l'ERIS ?

Pour Chevènement, l'appropriation collective n'est plus la question décisive.

A la veille de la Convention nationale, le CERES s'est acharné à expliquer que sa notion de « pouvoir des travailleurs dans l'entreprise privée » ne pouvait signifier « l'autogestion ». Or Chevènement écrit : « Le développement de l'autogestion pose au moins à terme le problème de l'appropriation ». Il a donc bel et bien renversé les termes : l'autogestion avant l'appropriation collective.

Nous avons dit encore que l'autogestion, conçue indépendamment du mode d'appropriation, pouvait verser dans la cogestion. Et Chevènement écrit textuellement : « Il y a une convergence déjà sensible entre la vieille revendication socialiste de l'autogestion et les thèmes modernes de la bonne gestion (budgets par services et ateliers, « responsabilité », gestion participative, etc.). » Cet etc. vaut tout un programme.

Ainsi tout à la fois, la lutte pour les revendications économiques et l'objectif général de destruction de la propriété privée des moyens de production passeraient au second plan, les revendications de gestion et de pouvoir devenant prioritaires et pouvant être satisfaites (partiellement) dans le cadre du régime.

Telle est en effet la démarche constante du courant social-technocratique :

- Majorité PSU soutenant dès 1963 que l'essentiel est la conquête des « centres de décision ».
- Manifeste des Clubs de la même année, rejetant

à l'arrière-plan le problème des nationalisations qui seraient réduites au minimum.

— Colloques socialistes marquant les mêmes réserves et les mêmes limites en 1964.

— Colloque de Grenoble en 1965 où Rocard va si loin que Martinet réagit pour défendre les nationalisations.

— Programme Defferre d'Horizon 80 en 1964-65.

— Campagne orchestrée par l'Express pour « démontrer » que les véritables maîtres des entreprises seraient non plus les détenteurs de capitaux, mais la classe des managers... distincte des premiers (...).

Le pouvoir et les pouvoirs

Il y a, observe l'ERIS, dans les sommets de l'Etat, l'interpénétration croissante entre le personnel des sommets bureaucratiques et les dirigeants des grands trusts capitalistes.

Tout ce qui est estompe ces vérités claires et fondamentales détourne le mouvement ouvrier de ses objectifs prioritaires. Tel a été le sens de l'effort constant du courant social-technocrate depuis quelque dix ans. Les thèses du CERES s'inscrivent parfaitement dans cette ligne et ne sont ni « nouvelles » ni « à la gauche » du mouvement socialiste. C'est la dernière relève du révisionnisme moderne.

Chevènement ne conteste pas cette évolution, mais il y voit une preuve que... « la socialisation est à l'œuvre dans la société capitaliste elle-même ! Elle est un phénomène naturel, au stade actuel de l'évolution sociale, être moins scandaleux qu'anachronique : Dassaout est une entreprise nationale, comme le sont d'ores et déjà, en fait, toutes les grandes firmes vivant de crédits publics et de marchés extérieurs ». Nous en concluons nous, non pas que la transformation socialiste est en bonne voie, mais que, plus que jamais, le capitalisme est maître de l'Etat.

Constatation exprimée par l'appel d'Epinay dont Chevènement se réclame : « Le capitalisme est installé dans l'Etat... c'est là qu'il doit être attaqué ». Mais c'est aussitôt pour interpréter l'appel (voté par tout le congrès) en se servant de la motion de la majorité. On vérifie ici, par cet exemple concret, ce que furent les décisions adoptées dans le climat de coup de force de la fin du congrès : la motion dit le contraire de l'appel. Non plus attaquer l'Etat à la tête, dans ses centres vitaux où se conjuguent la puissance de son appareil bureaucratique et celle des monopoles, mais prioritairement « organiser le pouvoir effectif des travailleurs dans l'entreprise ». A nouveau l'emporte la formule basiste, qui donne une teinte « gauchiste » à la pensée social-technocrate, qui flatte les militants mais qui rejette au second plan et à plus tard la destruction de l'appareil d'Etat central, instrument politique principal de la domination du capital. A nouveau, la parenté avec les thèses de la majorité PSU de 1963. Manifeste des Clubs est frappante : contrairement à l'évidence, qui est celle d'un renforcement d'une concentration du pouvoir central autoritaire et technocratique, le courant social-technocrate prétend qu'on assiste à une parcellisation du pouvoir (« les centres de décision ») et en conclut, pour le mouvement ouvrier, à la fameuse stratégie parcellaire, parfaitement résumée par G. Martinet dans un livre au titre significatif, « La conquête des pouvoirs » :

« Ce qui se prépare dans ces pays ce n'est pas en effet une nouvelle « prise du pouvoir », c'est une lente conquête des pouvoirs : pouvoirs des travailleurs dans l'entreprise, pouvoirs des paysans dans la production et la distribution des produits agricoles, pouvoirs des professeurs et étudiants dans l'université, pouvoirs des journalistes dans la presse, pouvoirs des citoyens dans les communautés locales et régionales... ».

Mais alors que fait-on du pouvoir d'Etat central ? On l'utilise... mieux : on le renforce ! Et ainsi, par un tour de passe passe qui n'est dénotant qu'en apparence, le « basisme » du « pouvoir à l'entreprise » débouche sur la revendication d'un « pouvoir central fort » et la justification d'un régime présidentiel. Puisque le président sera socialiste, il est bon qu'il ait le maximum de pouvoirs. Cette effarante théorisation du pouvoir autoritaire à sa logique : démagogie, « présidentielisme » et démagogie « basiste » concourent au même résultat : escamoter totalement la lutte pour une transformation radicale de l'appareil d'Etat, à tous les niveaux, mais d'abord au sommet. Or nous luttons non pour changer de président de la République mais pour changer l'appareil d'Etat, système neuro-moteur du régime capitaliste. Et il ne suffira pas pour y parvenir d'un président « de gauche » entouré de hauts fonctionnaires « de gauche » (...).

Une entreprise de division

Il convient de combattre de manière inflexible une entreprise de division fondée essentiellement sur l'exploitation des différences éventuelles entre « anciens » et « nouveaux », de repousser toute exclusive contre des militants quels qu'ils soient. En cassant délibérément l'évolution à gauche, progressive, de la masse des militants de la social-démocratie, en s'efforçant de détourner les nouveaux adhérents des choix politiques réels, en empêchant la constitution d'une majorité de gauche véritable, le CERES a pris une orientation qui, si elle triomphait, conduirait à la transformation de l'organisation socialiste en organisation social-technocrate.

Le courant unitaire s'oppose et s'opposera fermement à ce desserv : c'est pourquoi le CERES, par tous les moyens et en termes parfois grossiers, notamment dans « Volonté Socialiste », a réservé à ce courant l'essentiel de ses attaques. Nous nous situons quant à nous au niveau des idées, du débat politique.

ATTENTION

Vous n'avez plus que jusqu'au 10 décembre pour souscrire à la collection de la réimpression de

« LA VERITE »

d'octobre 1958 à mars 1961, au prix de 47 francs, chez la Librairie Générale, 47 rue de la Harpe, Paris - 5^e N° 16913-99.

Roy Medvedev, Jean Kanapa et les libérés en Union Soviétique (III)

De toute évidence l'inquiétude et la volonté de savoir la vérité sur l'opposition en URSS et sur le traitement qui lui est réservé grandit au sein du Parti communiste français. De nombreux militants se posent et posent des questions. La publication du dossier Boukovski (1), le témoignage de Martchenko (2), les ouvrages de Medvedev, la mort de Galanskov ont décuplé chez nombre de ces militants le besoin et la volonté de savoir. La direction du PCF vient d'y répondre par deux articles de Jean Kanapa intitulés *A propos d'écrits sur l'URSS*, publiés dans *l'Humanité* des 23 et 24 novembre 1972.

OU EST LE SILENCE ?

Passons sur la vieille technique de l'amalgame qui consiste à présenter sous la même rubrique les écrits du bourgeois Vedel, les élucubrations de Peyrefitte ou de Ceyrac et les écrits de Medvedev et de Boukovski. Jean Kanapa sent lui-même les difficultés de l'opération. On pourrait s'attarder sur les aspects apparemment les plus choquants, sur les mensonges les plus grossiers de l'article : attaquer Medvedev en lui reprochant de ne pas citer dans les quatre-vingt pages de l'un de ses chapitres la résolution du Comité central du 30 juin 1958 sur le culte de la personnalité de Staline, alors que Medvedev cite abondamment cette résolution dans le reste de son énorme ouvrage ! Reprocher à la presse bourgeoise de parler de Soljenitsyne et de passer sous silence Voznessenski alors que *l'Humanité* et les organes du PCF n'ont jamais consacré *UNE LIGNE* à la publication en français du seul volume de poèmes de Voznessenski existant à ce jour : *La Poire Triangulaire* ! (3).

Affirmer que les « textes sont d'une authenticité qu'on reconnaît relative » en s'appuyant sur le fait que les éditions française et anglaise du « Staliniisme » de Medvedev ont été établies par un professeur américain, sans préciser ce que Kanapa sait fort bien : c'est le Comité central du PCUS qui en a interdit la publication en URSS et a ainsi rendu impossible la comparaison entre l'original russe et les éditions étrangères !

Et que dire de Kanapa lorsqu'il s'interroge très sérieusement à propos des ouvrages de Medvedev : « Que voulez-vous qu'en pense l'immense majorité du peuple soviétique dont l'expérience, avec tous les aspects qu'elle comporte, contredit pour l'essentiel ses vues cavalières ? »... Eh oui, mais Kanapa peut juger ces vues « cavalières » parce qu'il les connaît, mais l'immense masse du peuple soviétique n'a aucun moyen de les connaître puisqu'on lui interdit d'y avoir accès. La diffusion en samizdat des 1 200 pages du « Staliniisme » n'a dû toucher que quelques petites centaines d'intellectuels. Toutes petites. Mais la bureaucratie du Kremlin interdit à l'immense masse des travailleurs soviétiques d'en prendre connaissance. Ils n'ont donc aucun moyen de juger ces vues, cavalières ou non. Pas même à travers la publication dans un journal du Kremlin d'un article comme celui de Kanapa. Car c'est le silence le plus épais dans la presse soviétique.

Mais après tout, là n'est pas l'essentiel. Il est que Kanapa doit tenter de réfuter ce qu'écrit Roy Medvedev et de dénoncer le dossier Boukovski sans d'ailleurs oser jamais s'en prendre à Boukovski lui-même. Jean Kanapa se rend compte qu'il marche là sur des œufs...

Quel reproche adresse-t-il à Medvedev ? De réduire l'histoire de l'Union soviétique « à un interminable cauchemar », d'affirmer que la politique de Staline dans les années trente a « contribué à la victoire du fascisme en Allemagne, puis en Europe occidentale » et de critiquer vigoureusement l'actuelle politique intérieure (économique et sociale en particulier) du gouvernement du

Kremlin. Or, dit Kanapa, la presse soviétique publie elle-même des chroniques régulières de critiques détaillées et fournies, qui ruinent la légende du « totalitarisme ». Il est un mot que Jean Kanapa ne prononce jamais dans sa critique, c'est celui de « bureaucratie », pas même pour contester l'analyse que Medvedev en donne. Il lui faut en effet suggérer aux militants du parti communiste qui liront son article que les critiques de Medvedev s'adressent à l'Union soviétique, à une sorte de réalité indifférenciée qui s'appellerait la « politique soviétique ».

Ce que Kanapa ne dit pas, c'est que les « critiques » publiées dans la presse du Kremlin visent toujours à faire retomber les défaillances sans cesse plus graves de la politique agricole ou industrielle sur les « exécutants » à divers échelons afin d'illustrer à contrario la justesse de la politique générale. Ce qu'il ne dit pas, c'est que Medvedev définit le bilan accablant qu'il dresse du stalinisme à partir de sa volonté de défendre l'Union soviétique contre l'impérialisme et de contribuer à la lutte pour le socialisme. Ce qu'il ne dit pas, c'est que Medvedev a rédigé son travail, entre autres, comme un élément de combat contre la réhabilitation de Staline engagée avec beaucoup de prudence et de tâtonnements à partir de 1965...

Ce qu'il ne dit pas lorsqu'il cite des « textes » (celui du décret concernant les Tatars de Crimée par exemple), c'est que ces textes et ces lois sont bafoués et que la grande bataille que mènent les opposants c'est d'exiger le respect de ces textes et de ces lois. S'il dit, citant pour une fois correctement Roy Medvedev, que Jaurès Medvedev n'est resté que dix-neuf jours dans un hôpital psychiatrique spécial — et s'il a même l'amabilité de trouver cela trop long — il ne dit pas que cette exigence de voir respectées les garanties offertes par les lois a mené et mène des centaines d'opposants dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux.

S'il suggère discrètement que Grigorenko pourrait bien être un peu dérangé mentalement, il s'empresse aussitôt de déclarer : « Je ne prends pas cet exemple pour affirmer qu'il n'y a pas un seul internement arbitraire en URSS, mais simplement pour refuser l'absurde généralisation selon laquelle en URSS on incarcère désormais en asile tout opposant au gouvernement. » Mais qui a dit que l'on internait tout opposant au gouvernement dans les asiles spéciaux ? Ni Medvedev, ni Boukovski...

Dans le numéro de septembre de la *Nouvelle critique*, le psychiatre du PCF, Lucien Bonnafé, regrette l'absence de « sources non-antisoviétiques » sur les internements d'opposants dans les hôpitaux psychiatriques spéciaux. Résumant un raisonnement de Grigorenko, Kanapa affirme : « Je demeure perplexe ». La perplexité de Jean Kanapa ne saurait justifier que Grigorenko reste interné avec un assassin reconnu irresponsable...

Le droit d'être perplexe est inaliénable comme le droit d'exiger des « sources non-antisoviétiques ». Mais comment donner forme à ce droit, Sinon en demandant une enquête publique sur place de représentants d'organisations ouvrières, une enquête dans laquelle Kanapa et Bonnafé devraient réclamer la première place et pourraient ainsi fournir aux lecteurs de *l'Humanité* et de la *Nouvelle critique* des constatations établies impartialement... C'est d'ailleurs exactement ce que demande Boukovski.

(1) Une nouvelle maladie mentale en URSS : l'opposition, *Le Seuil* éd.

(2) Martchenko, Mon Témoignage, *Le Seuil* éd.

(3) Voznessenski, La Poire Triangulaire, Denoël éd.

Après son colloque sur la Tchécoslovaquie

Le parti socialiste va-t-il répondre à l'appel des militants emprisonnés ?

Le simple fait que la bureaucratie tchécoslovaque se soit déchaînée à la veille même de l'ouverture du colloque du Parti Socialiste des 25 et 26 novembre sur « La Tchécoslovaquie, socialisme et démocratie » démontre déjà le caractère positif de l'initiative prise par le PS.

Après le rassemblement militant organisé les 28 et 29 octobre à la Mutualité par le Comité pour la libération immédiate des emprisonnés politiques dans les pays de l'Europe de l'Est, le silence n'est pas retombé sur la répression qui frappe des milliers de travailleurs, de jeunes, de militants socialistes et communistes en Tchécoslovaquie.

Rudé Pravo a en effet qualifié le colloque du Parti Socialiste de « réunion provocatrice ». Or la présence de Pierre Daix, militant du PCF, ancien rédacteur en chef des « Lettres françaises », et ses interventions ont en fait démontré que l'unité des organisations ouvrières pour la défense des droits démocratiques bafoués en Tchécoslovaquie était une aspiration réelle de milliers de militants ouvriers dans ce pays.

Le fait qu'Aragon, éternel défenseur de l'appareil stalinien, ait fait publiquement savoir, il y a huit jours, qu'il faisait bloc avec Marchais pour que le silence retombe sur ce qui se passe à Prague, ne saurait empêcher que des milliers de militants du PCF, dont Pierre Daix a exprimé la volonté, engagent le combat pour le respect des droits de tous les militants qui crouillent dans les geôles de Husak et Brejnev.



J. Smrkovsky : « Ne pas permettre qu'un mur de silence entoure notre pays ».

Bien que les organisateurs de ce colloque n'aient pas voulu le placer sur le terrain de la mobilisation des militants ouvriers et des travailleurs et qu'ils aient préféré un débat idéologique sur le « contenu du printemps de Prague », la discussion a néanmoins abordé les questions brûlantes qui intéressent au premier chef les travailleurs de ce pays.

Ainsi l'écrivain tchécoslovaque Josef Pokstefl montra que l'opposition qui se constitue dans les pays de l'Est de l'Europe est bien une opposition socialiste, au contraire des anciennes oppositions bourgeoises. Et d'ajouter : « La lutte contre les procès politiques est d'une portée éminente pour le mouvement ouvrier occidental. » Et il dénonça « l'objectif de la prochaine Conférence européenne de sécurité, destinée à étouffer les forces de l'opposition socialiste dans ces pays. C'est pourquoi, conclut-il, il

est nécessaire d'unir les militants socialistes à l'Ouest et à l'Est de l'Europe ».

J. Pokstefl se faisait là l'écho du sentiment profond des militants et des travailleurs. C'est dans le même sens que devait intervenir Alain Chailier, président du Comité pour la libération immédiate, pour souligner l'importance de l'initiative prise par le PS, rappeler l'unité réalisée pour la libération de L. Pachman, réaffirmer la nécessité de la mise sur pied de la Commission ouvrière internationale d'enquête et souhaiter que les deux journées du PS permettent d'avancer dans la voie de la réalisation de l'unité des organisations ouvrières et démocratiques sur ces questions.

Robert Pontillon devait immédiatement répondre au camarade Chailier que « le Parti Socialiste a déjà donné formellement son accord à cette initiative », réaffirmant ainsi sa position exprimée les 28 et 29 octobre en faveur de la constitution de la Commission d'enquête.

Si les débats ont été assez limités, la Conférence du Parti Socialiste a néanmoins permis à de nombreux militants du printemps de Prague vivant aujourd'hui en exil de prendre la parole. Ils ont tous affirmé la nature socialiste de la mobilisation des masses réalisée en Tchécoslovaquie en 1968, refusant par là même les calomnies de ceux qui se sont fait les bourgeois du printemps de Prague. Les applaudissements nourris, particulièrement ceux des militants tchécoslovaques présents, qui accueillirent l'intervention d'Alain Chailier renforcèrent la volonté d'aboutir de tous les militants, qu'ils soient socialistes, communistes, trotskystes, syndicalistes, dans le combat qu'ils ont engagé contre les normalisateurs de Prague.

Gilles Martinet rapportait sur « les répercussions (de la normalisation) dans le mouvement communiste international ». Tout en situant le « renouveau de la gauche » en France (c'est-à-dire l'accord sur le « programme commun ») sous le signe du « printemps de Prague », il n'en a pas moins conclu qu'il fallait abandonner les principes du socialisme qui avaient fait naufrage. Quant à François Mitterrand, il a expliqué dans quel cadre s'intégrait, selon lui, l'initiative du PS : « Les hommes rassemblés ici se sont heurtés à leurs propres partis communistes. Mais ils sont tous partisans de la Conférence européenne de Sécurité. Car il s'agit de faire en sorte que cette conférence règle le problème de la présence des troupes soviétiques en Tchécoslovaquie. »

Hélas, il ne fait aucun doute que ce qui va se négocier à Helsinki ce n'est pas le retrait des troupes du Kremlin, mais au contraire la légitimation de leur présence par un aréopage international où les représentants de l'impérialisme seront trop heureux de consentir cette satisfaction aux diplomates « soviétiques ».

Le combat pour la libération de tous nos camarades emprisonnés en URSS et en Tchécoslovaquie parce qu'ils ont osé se dresser contre la bureaucratie stalinienne, est l'affaire des travailleurs du monde entier et du mouvement ouvrier international, qui ne saurait, dans cette affaire, se dérober à ses responsabilités.

La campagne doit s'élargir

Le conseil syndical du SNI de l'Essonne prend position

Parmi les nombreuses prises de position qui continuent à être effectuées dans le mouvement ouvrier pour la libération des emprisonnés politiques, notamment en URSS et en Tchécoslovaquie, soulignons le texte soumis au Conseil syndical du SNI de l'Essonne le 14 novembre 1972 et qui a été adopté par 22 voix pour, 2 contre, 3 abstentions et 10 refus de vote.

Ce texte qui sera envoyé à l'ambassade soviétique à Paris explique

l'émotion ressentie par les enseignants après la mort de Youri Galanskov et conclut :

« C'est pourquoi nous ne pouvons nous empêcher de trouver suspecte la mort de Galanskov et inquiétante l'arrestation de Pierre Yakir. »

Nous vous demandons, par conséquent, des nouvelles immédiates de Pierre Yakir et exigeons le respect de toutes les garanties constitutionnelles. » CEDOC